

**Assemblée générale**

Quarante-neuvième session

**Première Commission****8<sup>e</sup>** séance

Vendredi 21 octobre 1994, à 15 heures

New York

*Documents officiels*

---

*Président* : M. Valencia Rodríguez . . . . . (Équateur)*La séance est ouverte à 15 h 20.***Points 53 à 66, 68 à 72 et 153 de l'ordre du jour***(suite)***Débat général sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

**M. Pennaneach** (Togo) : J'ai le plaisir de vous adresser, au nom de la délégation togolaise, nos vives et chaleureuses félicitations pour votre élection unanime au poste de Président de la Première Commission. Je saisis cette occasion pour rendre également hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Adolf von Wagner, de l'Allemagne, pour le travail excellent accompli au cours de la quarante-huitième session. Nos félicitations s'adressent par ailleurs à tous les membres du bureau, au Secrétaire de la Commission, M. Sohrab Kheradi, et à ses collaborateurs.

Nous voici, comme tous les ans, au rendez-vous de l'histoire de l'humanité, dont l'évolution et la mutation ne peuvent s'opérer sans un intérêt manifeste de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres vis-à-vis des questions de désarmement, de paix et de sécurité internationales. La présente session offre à cet effet à nos États une occasion supplémentaire de mettre à l'épreuve leur volonté politique et leur aptitude à promouvoir les

conditions nécessaires pour permettre à l'ONU d'atteindre ses objectifs.

Au cours des cinq dernières années qui marquent le début d'une nouvelle ère née des cendres de la guerre froide, le monde a été témoin d'importants développements positifs intervenus dans le domaine du désarmement. Il en est ainsi notamment de la signature des accords SALT, de la reconduction par certains puissances nucléaires de leurs moratoires unilatéraux de suspension provisoire des essais nucléaires, de l'adhésion de nouveaux États au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et de l'adoption de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, signée par de nombreux États.

Au printemps prochain se tiendra la Conférence des parties chargées de l'examen et de l'extension du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La participation active et massive des délégations aux diverses sessions préparatoires témoigne de l'importance que revêt la question et de l'intérêt que les États parties lui accordent. La délégation togolaise souhaite vivement que cette rencontre soit couronnée de succès. En tout état de cause, elle exhorte les États parties à tout mettre en oeuvre pour corriger les insuffisances que comporte actuellement le

Traité en vue de le renforcer, de le rendre moins discriminatoire, de garantir son caractère universel et d'assurer aux États non nucléaires toute la sécurité nécessaire.

À cet égard, il est souhaitable d'avoir à l'esprit les propositions formulées par les ministres des affaires étrangères du Mouvement des non-alignés à leur onzième réunion tenue au Caire. Il apparaît par ailleurs indispensable que le Traité soit révisé dans un esprit d'égalité et de justice avant toute décision relative à sa prorogation éventuelle pour une période indéfinie.

Dans cet ordre d'idées, ma délégation, saluant la reconstitution en janvier dernier du Comité spécial chargé d'élaborer un traité d'interdiction totale des essais nucléaires, encourage les pays participant aux négociations à redoubler d'efforts pour surmonter toutes les difficultés et permettre au Comité de conclure ses travaux, de préférence avant la Conférence d'examen et d'extension du TNP.

Ainsi que l'a déclaré le 7 octobre dernier le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo en séance plénière de l'Assemblée générale, la non-prolifération et le désarmement nucléaires doivent faire partie des principaux objectifs poursuivis par l'ONU en cette période de l'après-guerre froide. À cet égard, mon pays attache une importance primordiale à la création, à travers le monde, de zones dénucléarisées.

S'agissant du continent africain, le Togo fait sien le rapport du Groupe d'experts chargé d'élaborer un projet de traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Il se félicite des résultats enregistrés par ce comité, dont les efforts ont abouti à l'adoption récente du texte du projet de traité tel qu'il apparaît dans le document A/49/436. Il importe toutefois que le Comité soit reconduit dans ses fonctions pour procéder dès que possible à la délimitation précise de la zone.

La délégation togolaise se réjouit aussi de l'entrée en vigueur imminente du Traité de Tlatelolco et encourage la poursuite des efforts pour l'élaboration d'instruments analogues en vue de l'établissement, dans d'autres parties du monde, de zones exemptes d'armes nucléaires.

La transparence et la franchise dans le domaine des armements sont des conditions essentielles pour créer la confiance entre les États. À cet égard, ma délégation se félicite de l'importance accordée par les États à la tenue du Registre sur les armes classiques. Elle réaffirme son soutien aux activités menées dans le cadre du Registre et souhaite

que son champ d'intervention s'étende au-delà des transferts internationaux.

En dépit de tous ces résultats notables qui semblent frayer la voie pour un désarmement général et complet, mon pays continue d'être profondément préoccupé par la prolifération sans cesse croissante des armes conventionnelles, dont les transferts tant licites qu'illicites compromettent dangereusement tout effort de désarmement, de paix et de sécurité. Cette situation étant, nos États et toute la communauté internationale devraient chercher de manière péremptoire les voies et moyens pour le renforcement du rôle et de la capacité d'action des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, en Amérique latine et en Asie, actuellement mal structurés et démunis des ressources tant matérielles qu'humaines indispensables à leur fonctionnement et au bon rendement que la communauté internationale attend d'eux.

Ainsi qu'il ressort du rapport du Secrétaire général sur la question, publié sous la cote A/49/389, la situation financière des centres régionaux est assez dramatique. Le cas particulièrement alarmant du Centre régional pour l'Afrique, dont le Togo s'honore d'abriter le siège, est suffisamment illustratif et doit être examiné avec soin.

Soucieux de l'avenir de cette importante institution, le Gouvernement togolais invite la Commission et l'Assemblée générale à prendre les mesures qui s'imposent en vue de redynamiser son action ainsi que celle des Centres régionaux d'Asie et d'Amérique latine en les dotant notamment de ressources financières suffisantes et d'un organe de direction basé sur le terrain afin de les rendre efficaces et d'éviter qu'ils continuent d'être dirigés à partir du Secrétariat général à New York, ce qui, somme toute, nuit à leur rendement, étant contraire à toute règle de bonne gestion administrative.

Le Togo est convaincu de l'importance et de la vitalité du rôle que les centres régionaux peuvent et doivent jouer dans le domaine du désarmement sous-régional et régional ainsi qu'en matière de diplomatie préventive et de règlement des différends. Ils ont besoin pour ce faire des moyens de leur action. L'ONU et la communauté internationale ne doivent donc plus lésiner sur les moyens ni méconnaître le bien-fondé de ces institutions mises en place pour la promotion de la paix, de la sécurité, du désarmement et du développement, mais qui, faute de ressources, sont plutôt inertes, leur existence étant ignorée, pendant que de nombreux États continuent d'être le théâtre de conflits sanglants et meurtriers.

Un centre régional pour la paix et le désarmement à l'image de celui d'Afrique reste donc entièrement utile. Son rôle devrait même s'accroître et ses activités s'affiner pour contribuer davantage à enrayer le flot croissant des armes et à participer pleinement au renforcement de la sécurité régionale.

Tout en remerciant les pays qui ont annoncé et versé des contributions volontaires au Centre de Lomé, je voudrais saisir cette occasion pour prier tous les États Membres et toutes les bonnes volontés d'envisager dès à présent la possibilité de contribuer, de quelque manière que ce soit, à l'effort collectif de redynamisation des centres. Ma délégation espère par conséquent que le projet de résolution qui sera soumis sur la question conjointement par les groupes régionaux et d'autres pays intéressés recueillera cette année encore un avis favorable et consensuel de la part des délégations.

Le Togo s'inquiète de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, notamment les mines terrestres antipersonnel, qui font chaque jour dans le monde d'innombrables victimes, en particulier parmi la population civile. À cet effet, accueillant avec satisfaction la décision prise par un certain nombre de pays d'adopter des moratoires sur l'exportation de ces mines, ma délégation exhorte la Première Commission à tout mettre en oeuvre pour rechercher, au cours de la présente session, les voies et moyens pouvant aider à limiter autant que possible les pertes causées par ces mines, même après les conflits.

Il est désormais prouvé et admis que les conflits armés ne sont plus les seuls ennemis de la paix et de la sécurité. Liées au développement, celles-ci sont davantage mises à mal par des événements non militaires qui menacent l'existence des nations et des peuples. Dans notre recherche commune d'une véritable sécurité internationale, notre attention devra donc être tournée en priorité non pas vers la dissuasion militaire, comme du temps de la guerre froide, mais plutôt vers la lutte contre les fléaux qui annihilent nos efforts de développement socio-économique et dont certains ont pour noms la faim, la maladie, le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale, etc. Voilà autant de facteurs qui, outre la lutte contre la course effrénée aux armements, doivent être impérativement pris en compte pour l'instauration dans nos régions et États d'un climat de paix et de sécurité réelles.

La question de l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes est donc un préalable indéniable pour la paix et la sécurité. Elle doit par conséquent être abordée dans nos discussions comme l'un des buts essentiels à atteindre pour le bonheur des peuples.

Résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, des hommes de bonne volonté, épris de paix et de justice et associant leurs efforts, créèrent, voici un demi-siècle, l'Organisation des Nations Unies. La raison, la sagesse et la solidarité ont servi de fondement à cette entreprise montée pour la sauvegarde de la paix, la préservation de l'équilibre politique mondial et la promotion du progrès économique et social des nations.

Ce sont là de nobles objectifs qui ne sauraient pourtant être atteints sans une nouvelle forme de coopération internationale fondée sur un vrai partenariat et le respect intégral des dispositions de la Charte de l'Organisation. Nonobstant les nombreuses initiatives et les perspectives actuelles qu'offre le désarmement, le chemin est encore long pour l'avènement d'une véritable ère de paix et de sécurité internationales.

Il est donc temps, la fin de la guerre froide aidant, que nous, peuples des Nations Unies, saisissons utilement l'occasion de cette quarante-neuvième session pour consolider les acquis, aplanir les divergences, bâtir un plus large consensus autour des actions qui peuvent être menées conjointement dans le but d'activer le processus de désarmement général et complet, dégager des dividendes de la paix et les consacrer aux activités de développement pour permettre à l'homme de vivre désormais libre, débarrassé, non seulement de la hantise de la guerre, mais aussi de celle de la faim, de l'analphabétisme et de la misère absolue.

Tout mettre en oeuvre pour aider à garantir à nos États la paix, la sécurité totale ainsi que la liberté, telle est, Monsieur le Président, la mission sacrée que doit tenter d'accomplir notre Commission. La délégation togolaise vous renouvelle sa totale coopération à cette fin.

**M. Bayart** (Mongolie) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter sincèrement de votre élection à la présidence de la

Commission. Nous sommes certains que, grâce à votre riche expérience, vous saurez mener nos travaux à bien. Nos félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau.

Alors que nous faisons le constat des efforts collectifs de désarmement entrepris au cours de l'année écoulée, ma délégation tend à partager l'avis du Secrétaire général, selon lequel

«... la coopération en matière de désarmement s'est non seulement poursuivie, mais a été considérablement renforcée, grâce à des initiatives et des actions concertées des États Membres.» (A/49/I, par. 740)

Certains faits positifs sur le plan bilatéral ont contribué à maintenir l'élan acquis dans le domaine du désarmement. À cet égard, je tiens à rappeler que la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique ont annoncé récemment qu'ils entendaient accélérer la mise en oeuvre des Traités sur la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives (START I et II). Nous saluons l'engagement ainsi pris et exhortons les autres États dotés d'armes nucléaires à s'associer au processus de désarmement nucléaire.

Nous sommes également heureux que la Russie et la Chine aient convenu de s'abstenir de lancer des missiles nucléaires stratégiques l'une vers l'autre et à réduire considérablement le nombre des troupes stationnées le long de leurs frontières, mesures importantes qui augurent bien du renforcement de la stabilité et de l'édification de la confiance dans la région et au-delà.

La Mongolie trouve encourageant le dernier accord conclu entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique. L'application fidèle de toutes ses dispositions est essentielle. En outre, il y a lieu de souligner que la réduction de la tension et le renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération sur la péninsule coréenne exigeront des efforts concertés de toutes les parties intéressées.

Tout en applaudissant à l'évolution favorable que l'on note dans le domaine du désarmement, il n'en faut pas moins reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire. L'année à venir, marquée par la Conférence des parties chargée de l'examen et de l'extension du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ainsi que par les efforts que fait la Conférence du désarmement pour favoriser la conclusion rapide d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et faire progresser sensiblement les autres questions dont elle est saisie, jouera un rôle crucial

dans la définition l'ordre du jour international du désarmement dans les années à venir.

Alors que la communauté internationale focalise son attention sur la prochaine Conférence d'examen et d'extension du TNP, il importe de mettre tout en oeuvre pour renforcer ce traité et rallier en sa faveur une adhésion universelle. Avec l'adhésion récente du Kazakhstan, du Kirghizistan et de la Géorgie au TNP, le nombre d'États parties s'élève maintenant à 165. Mais l'objectif recherché d'assurer une adhésion véritablement universelle au Traité continue de nous échapper, un certain nombre d'États dotés de capacités nucléaires importantes n'ayant toujours pas adhéré au TNP.

La Mongolie est toujours d'avis qu'en tant que pierre angulaire du régime actuel de non-prolifération, le Traité sur la non-prolifération (TNP) devrait être prorogé indéfiniment à la Conférence de 1995. Un travail préparatoire minutieux reste encore à faire pour assurer le succès de la Conférence. Nous attendons avec intérêt la quatrième session du Comité préparatoire afin de finaliser les questions d'organisation et de procédure en suspens et d'entamer l'examen de certaines questions de fond telles que l'application et la prorogation du TNP. Le succès de la Conférence dépendra en dernière analyse de la résolution dont feront preuve les deux parties au TNP en honorant leurs obligations respectives. Comme d'autres, la Mongolie est d'avis que c'est aux États dotés d'armes nucléaires qu'il revient nécessairement d'assumer de plus grandes responsabilités en ce qui concerne l'instauration de conditions favorables au renforcement du TNP et qu'ils doivent s'abstenir de tout acte risquant de porter atteinte au Traité et au régime qu'il a établi.

À cet égard, nous attendons des États dotés d'armes nucléaires qu'ils manifestent clairement leur volonté politique de parvenir rapidement à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. On ne saurait sous-estimer l'importance particulière que revêt ce traité en tant qu'instrument efficace de lutte contre la prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires et qu'étape majeure sur la voie du désarmement nucléaire. Convenir totalement ou en grande partie du libellé d'un tel traité d'ici avril prochain contribuerait sensiblement au succès de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP. Le Comité spécial de la Conférence du désarmement, sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Marín Bosch, du Mexique, a fait un travail louable en élaborant un texte évolutif qui, en dépit de ses nombreux crochets, constitue un succès notable. Néanmoins, comme d'autres, nous estimons que les progrès réalisés dans ces négociations, quoique tangibles, sont insuffisants étant donné l'importance de la question et son

applicabilité à d'autres grandes initiatives de désarmement. Les consultations intersessions pourraient se révéler un instrument utile pour accélérer les travaux du Comité spécial.

En vue de contribuer à la création d'un système efficace de vérification pour le prochain traité d'interdiction complète des essais, et compte tenu de sa situation géographique particulièrement propice à la surveillance sismique, la Mongolie a proposé l'installation sur son territoire d'un site international de vérification, qui ferait partie du réseau mondial de surveillance du traité. Nous espérons que cette proposition bénéficiera du soutien et de la coopération des États intéressés et des organisations internationales.

La plupart des États dotés d'armes nucléaires continuent de respecter le moratoire sur les essais nucléaires, contribuant par là aux efforts de non-prolifération déployés actuellement au niveau international. Cependant, contrairement à nos espoirs, la République populaire de Chine ne s'est pas jointe à ce moratoire et poursuit son programme d'essais nucléaires. Le Gouvernement mongol déplore vivement que la Chine ait procédé le 7 octobre dernier à un essai nucléaire souterrain et s'associe aux autres délégations pour demander instamment à la Chine de s'abstenir de tout nouvel essai.

Une autre voie importante dans le domaine du désarmement est la conclusion d'un traité non discriminatoire, multilatéral, internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres engins explosifs nucléaires. Bien que la Conférence du désarmement n'ait pu convenir du mandat à confier à un comité spécial sur cette question, il nous paraît néanmoins important que ses membres aient pu parvenir à un consensus sur le fait qu'elle était l'instance pertinente pour négocier un tel traité et à un accord pour créer un comité spécial une fois que le mandat en aura été défini. Ma délégation espère que l'élan créé par la résolution 48/75 L adoptée par consensus par l'Assemblée sera maintenu, et que la Conférence du désarmement entamera en 1975 les négociations sur ce traité par l'intermédiaire de son comité spécial.

À l'instar de nombreux autres pays, nous jugeons inquiétantes les récentes informations faisant état de contrebande nucléaire. Il incombe principalement aux gouvernements nationaux de protéger les matières nucléaires et d'empêcher leur trafic illicite, mais des efforts concertés devraient être également envisagés au niveau international pour stopper leur prolifération. La décision prise récemment par la Conférence générale de l'Agence internationale de

l'énergie atomique de confier l'examen de cette question urgente à un groupe spécial d'experts gouvernementaux est une initiative importante et opportune.

Nous sommes fermement convaincus que la situation qui règne actuellement dans le domaine nucléaire exige des mesures additionnelles afin de mettre les États non dotés d'armes nucléaires à l'abri du recours à la menace ou à l'emploi des armes nucléaires. La Mongolie est favorable à la conclusion rapide d'un document juridiquement contraignant contenant des garanties de sécurité nucléaire inconditionnelles et indéfinies en faveur des États non dotés d'armes nucléaires. La Conférence du désarmement devrait rétablir son comité spécial sur cette question en 1995 et s'efforcer d'entreprendre l'examen attentif des propositions concrètes qui lui ont déjà été présentées.

Il est satisfaisant de noter que les cinq États dotés d'armes nucléaires ont approuvé la décision de la Mongolie de déclarer son territoire zone exempte d'armes nucléaires et exprimé leur intention de respecter ce statut. Le Mouvement des non-alignés s'est également félicité de cette initiative qui représente une contribution louable à la stabilité et à l'instauration de la confiance.

La Mongolie est heureuse de noter que s'est tenu en juillet dernier, à Bangkok, le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), car il s'agit d'un début prometteur propice à la promotion de la sécurité et de la confiance dans la région Asie-Pacifique. Cette entreprise pourrait revêtir dans l'avenir la forme d'un mécanisme régional de dialogue et de coopération sur la sécurité et les questions connexes grâce à la participation de tous les États intéressés de la région.

Sur le plan régional, nous tenons à exprimer notre soutien indéfectible au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique. Les activités des centres régionaux des Nations Unies devraient être appuyées et renforcées de toutes les façons possibles.

L'intention déclarée de Cuba de ratifier le Traité de Tlatelolco et les progrès notables réalisés dans l'élaboration d'un traité sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique rapproche l'ensemble des continents d'Amérique latine et d'Afrique d'un statut totalement non nucléaire. Cette évolution, à notre avis, encourage les initiatives visant à créer des zones de ce genre dans d'autres parties du monde.

Pour terminer, je tiens à réitérer l'importance que la Mongolie attache à l'entrée en vigueur rapide et à l'application effective de la Convention sur les armes chimiques. Nous espérons que la Première Commission donnera une nouvelle impulsion à ce processus en adoptant cette année une résolution consensuelle sur cette question. Le processus de ratification de la Convention sur les armes chimiques a commencé en Mongolie, et nous souhaitons pouvoir bientôt nous joindre aux États qui l'ont déjà ratifiée.

J'ai abordé brièvement quelques points que ma délégation juge prioritaires. Des questions comme la transparence dans le domaine des armements, l'exploitation et le développement futur du Registre des armes classiques des Nations Unies, la prévention de la course aux armements dans l'espace, la Convention sur les armes biologiques et le renforcement de son régime de vérification, ainsi que le moratoire sur l'exportation des mines terrestres antipersonnel continuent d'occuper une place prépondérante dans l'ordre du jour du désarmement international, et ma délégation entend contribuer aux délibérations sur cette question à un stade ultérieur.

**M. Elaraby** (Égypte) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais, au nom de la délégation égyptienne, vous féliciter de la manière dont vous assumez la présidence de la Première Commission. Votre vaste expérience de diplomate et vos qualités professionnelles bien connues apporteront certainement une contribution précieuse au succès de nos travaux. Je voudrais également féliciter les autres membres du bureau de leur élection. Je tiens aussi à rendre hommage au secrétariat du désarmement. Ayant assumé les fonctions de Président de cette Commission il y a deux ans, ma délégation et moi-même apprécions vivement son grand dévouement et son haut degré de professionnalisme.

Au moment où nous commençons les travaux d'une nouvelle session de l'Assemblée générale, il convient de noter que l'euphorie qui a prévalu au lendemain du conflit idéologique qui avait dominé la conduite entre États durant un demi-siècle s'est quelque peu émoussée. Nous assistons à une escalade des plus inquiétantes de conflits armés dans le monde. Il est donc impératif que des mesures efficaces soient prises pour faire face à ce phénomène. L'ONU est sollicitée, et elle a sans aucun doute le devoir de répondre aux aspirations exprimées dans tous les pays épris de paix lorsque l'aube d'un avenir meilleur se profilait à l'horizon. Nombreux sont ceux qui estimaient que les principes de la Charte font partie du patrimoine commun de l'humanité et doivent certainement être respectés dans tous les domaines des relations internationales, en particulier dans celui du

désarmement qui a un impact direct sur la paix et la sécurité internationales. En fait, les relations internationales devraient toujours être fermement et irréversiblement fondées sur le droit international et la justice, comme l'énonce la Charte des Nations Unies, et non sur la prédominance de la puissance militaire.

L'une des questions les plus urgentes à l'examen durant cette session est celle du désarmement nucléaire. Nous nous félicitons des mesures importantes qui ont été prises dans le contexte d'accords bilatéraux entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie pour réduire leurs arsenaux considérables d'armes nucléaires. Il est également réconfortant de voir que ces deux États ont pris un certain nombre de mesures de confiance dans le domaine nucléaire qui reflètent ainsi leur engagement à oeuvrer à la coexistence pacifique. Toutefois, nous estimons que nous avons le droit d'espérer des mesures plus courageuses et plus substantielles de la part de tous les États nucléaires. Nous sommes fermement convaincus qu'un désarmement nucléaire complet grâce à l'élimination de toutes les armes nucléaires devrait être notre but ultime.

La question du désarmement nucléaire demeure la plus grande priorité pour la grande majorité des pays de la communauté internationale, au niveau mondial ou régional. Au niveau régional, l'Égypte continue de préconiser et de défendre la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde en tant que mesure effective de désarmement. Notre conviction à ce sujet est amplement illustrée par notre initiative en vue d'établir une telle zone au Moyen-Orient. L'initiative plus large lancée par le Président Moubarak en avril 1990 en vue de la création d'une zone exempte de toute arme de destruction massive dans la région s'inscrit concrètement dans cette démarche. L'Égypte a également soutenu activement les efforts — auxquels elle participe — en vue de la conclusion d'un traité pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Nous estimons que l'application de telles mesures aurait un effet considérable du fait qu'elle éliminerait la tension au niveau régional et favoriserait le renforcement de relations pacifiques entre les États d'une même région.

La question du désarmement nucléaire justifie certainement cette attention particulière qu'elle mobilise, mais elle devient maintenant prioritaire du fait de la tenue, dans quelques mois, de la Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le Traité a été la pierre angulaire du régime global de non-prolifération durant le dernier quart de siècle. Il a démontré sa valeur en limitant le développement des armes nucléaires durant des périodes de graves turbulences

internationales. Étant donné que nous devons, l'an prochain, examiner l'utilité du Traité et envisager sa prorogation, nous pensons qu'il convient de souligner que sa réussite est essentiellement due à l'engagement politique des parties non nucléaires vis-à-vis de son objectif essentiel qui est de prévenir la prolifération des armes nucléaires et la menace d'une course aux armes nucléaires, engagement démontré par le fait qu'elles ont appliqué honnêtement, dans l'ensemble, ses dispositions.

Au moment où nous nous préparons à évaluer cet important instrument juridique, nous ne pouvons éviter d'examiner — si nous voulons tirer les conclusions qui s'imposent au sujet de sa crédibilité — dans quelle mesure l'ensemble des parties appliquent de bonne fois ses dispositions. C'est là l'indicateur le plus important de tout le processus d'évaluation. Nous ne pouvons donc laisser cette question de côté, comme certains le souhaiteraient peut-être, et tenir compte d'arguments superficiels et non convaincants dont le seul but est de préserver le statut préférentiel dont bénéficient certaines parties.

L'Égypte appuie loyalement le Traité sur la non-prolifération. Nous nous sommes totalement engagés à défendre le régime de non-prolifération. De ce fait, nous regrettons que, 25 ans après l'entrée en vigueur du Traité, il lui manque encore son élément le plus important : l'universalité. Cet état de choses remet en question la détermination de la communauté internationale, en particulier des États nucléaires qui sont également membres du Conseil de sécurité, à traiter cette question de façon sérieuse et efficace.

Nous nous félicitons certes de l'accroissement récent du nombre d'États qui ont adhéré au Traité, mais nous devons souligner que la question de l'universalité demeure fondamentale pour la réalisation effective des objectifs du Traité. Aussi, nous appelons toutes les parties, en particulier les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à n'épargner aucun effort pour la réalisation de cet objectif. Nous appelons aussi tous les États non parties à tenir compte de la volonté collective de la communauté internationale en adhérant au Traité, renforçant par là même la sécurité internationale et régionale et améliorant les possibilités de sa prorogation appropriée.

Il ne fait pas de doute que la réalisation de progrès sur la voie de l'établissement d'un traité d'interdiction complète des essais aura également une incidence favorable sur la Conférence de 1995. Nous notons avec satisfaction les progrès réalisés à la Conférence du désarmement en ce qui concerne cette question. Nous espérons que les travaux

seront accélérés durant la période intersessions et lors de la première phase de la prochaine session de la Conférence du désarmement, pour que le traité puisse être conclu en 1995, mais nous doutons de cette éventualité.

Tout aussi fondamentale pour la Conférence de 1995 est l'impasse persistante sur la question des assurances de sécurité que souhaitent les États non nucléaires. Rien n'a pratiquement été fait pour répondre à la demande incontestablement légitime et logique des États qui, de leur propre gré, ont renoncé à l'option nucléaire. Certains sont peu enclins à traiter cette question, ce qui entrave les efforts en vue de renforcer le régime de non-prolifération, tandis que la communauté internationale apprend que des assurances sont données, de façon sélective, à certains États.

Nous continuons de penser qu'il y a plusieurs façons d'aborder ce problème. La manière la plus appropriée consisterait, pour le Conseil de sécurité, à revoir sa résolution 255 (1968), à condition évidemment qu'existe la volonté politique pour ce faire. Il convient de noter que la résolution 255 (1968) a été adoptée avant tout pour compenser les insuffisances des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), puisque qu'il ne contenait pas ce que la majorité des parties considéraient être un élément crucial. En même temps, on s'accorde généralement à reconnaître que la résolution 255 (1968) est désormais insuffisante pour ce qui est de fournir aux États non dotés d'armes nucléaires des garanties suffisantes de sécurité, qu'elles soient négatives ou positives, pour les raisons suivantes. Premièrement, elle ne contient aucune définition claire et sans équivoque, par le Conseil de sécurité, que la menace ou l'emploi des armes nucléaires contre un État non doté d'armes nucléaires représentent une menace contre la paix et la sécurité internationales. Deuxièmement, elle ne contient aucune stipulation précise pouvant servir de moyen de dissuasion à cette menace ou à cet emploi. Troisièmement, elle ne contient aucun engagement selon lequel le Conseil prendrait immédiatement des mesures permettant de répondre efficacement à cette menace ou à cet emploi. Quatrièmement, elle ne contient aucune définition complète de l'ampleur de l'assistance à fournir.

Il convient de rappeler aussi que la résolution 255 (1968) a été adoptée avec cinq abstentions et sans la participation de la République populaire de Chine, ce qui nuit beaucoup à sa crédibilité. L'Égypte espère bien qu'une décision appropriée sera prise dès que possible par le Conseil de sécurité en vue d'adopter une nouvelle résolution qui contiendrait des assurances positives et négatives fiables, qui soient de nature juridiquement contraignantes et appuyées par les cinq membres permanents du Conseil de

sécurité. Cela serait conforme aux responsabilités assumées par le Conseil, en vertu de la Charte et de la Déclaration adoptée en 1991 lors de sa réunion au sommet et relative au régime de non-prolifération.

Nous nous félicitons de la proposition visant l'arrêt de la production de matières fissiles, qui nous semble être un pas de plus dans la bonne direction, c'est-à-dire celle du désarmement nucléaire et du renforcement du régime de non-prolifération. Nous espérons que la Conférence du désarmement pourra entamer des négociations visant la conclusion d'un traité réellement vérifiable visant à donner effet à cette proposition. Selon nous, le traité devrait aussi s'attaquer au problème des stocks existants de ces matières dangereuses.

Nous avons pris note de l'ampleur du travail fait pendant le processus préparatoire de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP et nous espérons que les questions en suspens seront réglées pendant la quatrième session du Comité préparatoire, qui aura lieu ici même, à New York, en janvier prochain. Nous ne doutons pas que ce sera le cas, à condition bien sûr que toutes les délégations fassent preuve de la souplesse voulue et que ceux qui essayent toujours de manipuler les questions à l'examen pour arriver à leurs fins renoncent à de telles pratiques. Notre objectif doit être la conciliation de la part de tous.

L'Égypte est décidée de la même manière à poursuivre le désarmement dans le domaine des armes conventionnelles. Là encore, comme c'est le cas lorsqu'il s'agit d'examiner la question des armes de destruction massive, nous sommes guidés par la nécessité de sauvegarder la sécurité nationale au plus bas niveau possible d'armements. L'expérience a montré qu'un niveau plus élevé d'armements, que ce soit sur le plan qualitatif ou sur le plan quantitatif, n'accroît pas nécessairement la sécurité. Au contraire, la méfiance augmente, ce qui aboutit à une escalade des tensions, laquelle entraîne une course aux armements, jusqu'à ce que, en fin de compte, un conflit éclate. Après mûre réflexion, nous pensons qu'il serait bien plus profitable de consacrer les ressources du monde au bien-être de l'humanité dans son ensemble que de les gaspiller en matériel militaire.

J'en viens maintenant à un autre aspect important du désarmement, à savoir la transparence en matière d'armements. J'aimerais réitérer à nouveau cette année que l'Égypte est fermement convaincue que la transparence peut jouer un rôle important à l'appui des efforts de désarmement. Une plus grande transparence en matière militaire doit se traduire par une augmentation de la confiance et une

diminution de la suspicion et des erreurs de calcul, permettant du même coup d'éviter les différends et les conflits.

Malheureusement, impatients de récolter les fruits de l'application de ce principe simple et éprouvé, nous avons créé à la hâte, en 1991, un Registre des Nations Unies, non pas des armements, mais des armes conventionnelles seulement. Dès le début, l'Égypte a attiré l'attention sur le fait que tout mécanisme créé aux fins du désarmement devait être global, afin de garantir de la même manière les intérêts de sécurité de tous les États sur une base non discriminatoire. Il ne serait pas réaliste d'attendre des États qu'ils compromettent leurs intérêts de sécurité en adoptant des mesures et des mécanismes partiels qui les mettraient dans une situation désavantageuse par rapport aux autres. Ceux qui prétendent que ce Registre peut évoluer à un moment quelconque pour devenir global méconnaissent la relation intrinsèque qui existe entre les différents éléments qui composent la sécurité.

La dernière réunion du Groupe d'experts qui a eu lieu ici, à New York, il y a quelques mois, pour étudier la possibilité de développer plus avant le Registre, a été à la fois révélatrice et décevante. Le fait qu'on ne soit pas arrivé à s'entendre sur un élargissement de la portée du Registre prouve l'absence de volonté politique d'adhérer véritablement au principe de la transparence.

Nous ne pouvons attribuer l'hésitation de près de la moitié des États Membres des Nations Unies — ce qui est le cas pour l'instant — à participer à ce mécanisme qu'à leur souci légitime de ne pas vouloir s'associer à un processus visiblement discriminatoire. Rappelons-nous que le paragraphe 11 b) de la résolution 46/36 L adoptée en 1991 par l'Assemblée générale stipule expressément que la portée du Registre devrait être élargie en 1994. Le Groupe d'experts gouvernementaux y est prié d'établir

«un rapport sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter.»

Le fait que le Groupe d'experts n'a pas rempli son mandat ou n'a pas répondu aux attentes d'un grand nombre — et notamment de ma propre délégation — qui souhaitaient que la portée du Registre soit élargie en 1994 ne peut, selon moi, qu'entraîner une nouvelle diminution de la participation au Registre dans les années à venir. C'est un grave problème, et ma délégation espère qu'il sera examiné sérieusement par le Groupe d'experts et par la Première Commission au cours de la présente session.



Enfin, lorsqu'on traite des questions ô combien complexes et importantes du désarmement et de leur incidence sur le maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales, il convient de rappeler une fois encore notre opinion de longue date au sujet des critères essentiels qui doivent être remplis si l'on veut que les mesures de désarmement soient jugées efficaces et dignes d'être appuyées, et qui sont que les mesures adoptées doivent contribuer au renforcement de la sécurité; qu'elles doivent être de nature globale; qu'elles doivent déboucher sur l'élimination ou la réduction substantielle de tous les aspects des potentiels militaires d'une manière équilibrée, et enfin, que les obligations qu'elles imposent soient elles aussi équilibrées et justes.

**M. Tucker** (Bahamas) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, en tant que délégation d'un État frère du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la délégation des Bahamas est heureuse de vous voir présider les travaux de la Commission, à sa quarante-neuvième session, et s'associe aux autres délégations pour vous en féliciter. Nous sommes sûrs que, grâce à votre expérience et à votre autorité, nous obtiendrons des résultats fructueux. Qu'il me soit permis également d'adresser mes félicitations aux autres membres du bureau.

À la quarante-huitième session, la Commission a continué d'obtenir des résultats tangibles eu égard à son ordre du jour. L'ascendant et les qualités de diplomate dont a fait preuve le Président précédent, l'Ambassadeur von Warner, de l'Allemagne, ont contribué sensiblement à obtenir ces résultats, et ma délégation lui rend hommage en particulier pour le travail qu'il a accompli pour faire progresser les travaux de revitalisation de la Commission.

Bien que les Bahamas se félicitent du nouveau climat positif et des attitudes constructives adoptées à l'égard de la limitation des armements et du désarmement, qui ont prévalu ces quatre dernières années à la faveur des nouvelles tendances qui ont marqué les relations internationales, force est pour tous de convenir que l'objectif d'un monde de paix et de stabilité est loin d'être atteint. Les armes nucléaires, chimiques, biologiques et conventionnelles existent toujours. De plus, une myriade de problèmes continuent de poser des menaces sérieuses au maintien d'un climat de paix et de sérénité. Ces problèmes comprennent, entre autres, les conflits ethniques et religieux, la dégradation de l'environnement et la pauvreté.

La crise qui continue de sévir dans l'ex-République de Yougoslavie et les troubles civils dont sont victimes le Rwanda, la Somalie et le Libéria, sont encore la preuve qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle il importe que cette Organisation conserve ses capacités de résoudre efficacement et rapidement les conflits futurs.

Les progrès du processus de désarmement sont incontestablement cruciaux pour les efforts consacrés par la communauté internationale au maintien de la paix et de la sécurité internationales. En dépit des succès obtenus depuis la dernière session, — notamment la conclusion de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction, dont mon gouvernement est devenu signataire en mars dernier, la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de prolonger son moratoire sur les essais jusqu'en septembre 1995, et la décision prise lors de la Conférence sur le désarmement de rétablir son Comité spécial sur le traité sur l'interdiction des essais nucléaires — nous ne pouvons méconnaître la menace réelle que fait peser sur la sécurité de tous les États, petits et grands, l'existence d'importants arsenaux d'armes nucléaires et le danger d'une nouvelle prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, y compris les armes classiques. Nous considérons donc que le désarmement et les questions de non-prolifération des armes nucléaires — particulièrement maintenant, après la fin de la guerre froide — représentent l'un des plus graves défis exigeant en permanence de la part de tous les États Membres des Nations Unies attention et détermination, quel que soit leur statut nucléaire.

Dans son document intitulé «L'ordre du jour du désarmement de la communauté internationale en 1994 et au-delà», le Secrétaire général expose deux méthodes que la communauté internationale pourrait adopter compte tenu des faits nouveaux intervenus dans le domaine du désarmement. Nous sommes d'accord avec son évaluation, à savoir que les techniques de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et de son maintien doivent être intégrées et faire partie intégrante de l'effort de désarmement.

Ces techniques de gestion des crises, identifiées comme étant l'alerte rapide, la collecte et l'analyse de l'information, les enquêtes d'établissement des faits et

d'autres formes de mesures de confiance, ont été considérées comme essentielles à la fois pour la limitation des armements et pour le maintien de la paix.

*M. Stelzer (Autriche), Vice-Président, assume la présidence.*

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968 a été longtemps reconnu comme la pierre angulaire du régime international de non-prolifération nucléaire et comme l'instrument le plus universellement soutenu en tant que tel dans toute l'histoire. Comme d'autres, nous pensons que l'adhésion universelle au TNP et le respect total des obligations qui en découlent constituent le meilleur moyen d'assurer la non-prolifération nucléaire. Nous saluons à cet égard les pays qui ont récemment adhéré au Traité de même que le Kazakhstan qui a pris la décision de le ratifier.

En tant qu'État partie au TNP, mon gouvernement attend avec impatience la convocation de la conférence de 1995 sur l'examen et l'extension du Traité que nous considérons comme une occasion pour les États parties, tant nucléaires que non nucléaires, de concrétiser par des mesures tangibles les déclarations faites précédemment sur la question de la non-prolifération. Nous appuyons en outre l'extension inconditionnelle et indéterminée du Traité. En même temps, la Conférence ne devrait pas avoir à se préoccuper de la question de l'extension, mais il serait souhaitable qu'elle aborde les questions qui ont motivé l'échec des conférences précédentes.

La décision prise à la Conférence du désarmement de charger son Comité spécial de négocier un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, après deux décennies, était réellement une décision historique. Elle représentait le point culminant des efforts déployés par la communauté internationale dans son ensemble pour réaliser l'objectif longtemps caressé d'un arrêt complet des essais de ces armes. Cependant, l'enthousiasme de la communauté internationale ne doit en aucune manière aboutir à la conclusion hâtive d'un traité d'interdiction des essais. Nous devons rester réalistes et tenir compte des nombreuses positions différentes sur cette question. De l'avis de ma délégation, tout traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit être universel, vérifiable, efficace et non discriminatoire.

Tandis que les efforts menés pour réduire et éliminer la menace d'un holocauste nucléaire éventuel progressent à un rythme convenable, ma délégation estime que le moment est venu d'accorder la même attention à la question des

armes classiques. Ces armes et leur prolifération ont causé 23 millions de morts depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Et un nombre incalculable d'autres personnes sont tuées tous les jours. Cette spirale ininterrompue de la violence est aggravée par le niveau élevé des transferts d'armes. Les documents montrent qu'en dépit de la diminution du nombre de conflits aux niveaux régional et mondial, les dépenses militaires de nombreux pays, tant développés qu'en développement, continuent de dépasser les limites de leurs besoins légitimes en matière de sécurité et détournent des ressources au détriment des besoins réels des populations.

Tout en considérant la création du Registre des armes classiques des Nations Unies comme une mesure allant dans la bonne direction, nous notons avec préoccupation qu'à la récente réunion du Groupe d'experts chargé d'étudier l'élargissement du Registre, la question d'y inclure davantage de systèmes d'armement, et celle d'y inclure la production et les stocks nationaux d'armes en plus du système d'information existant sur les importations et les exportations ont mené à une impasse. Nous espérons que ces divergences seront surmontées afin de ne pas compromettre l'avenir du Registre.

L'approche régionale doit continuer de jouer un rôle de catalyseur dans l'effort de désarmement. La création de zones exemptes d'armes nucléaires est un moyen de promouvoir la confiance au niveau régional. En Amérique latine et dans la région des Caraïbes, la ratification du Traité de Tlatelolco par le Brésil, l'Argentine et le Chili et le fait que Cuba a annoncé qu'elle signerait ce traité dans un proche avenir, parallèlement à la signature de l'accord de garanties quadripartite le 4 mars 1994 ont encore renforcé le processus de consolidation du régime instauré par le Traité.

De même, ma délégation tient à applaudir le travail entrepris par les États membres de la région africaine, qui a permis de mener à terme le projet de traité sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région. Nous invitons en outre les États membres d'autres régions à faire preuve de la même volonté politique et du même esprit de compromis pour faire avancer ce processus dans leurs régions.

Passant à l'ordre du jour de la Commission, nous notons qu'à cette session nous expérimenterons dans nos travaux une nouvelle méthode au cours de cette session et des prochaines. Le projet de décision de la dernière session, contenu dans la partie II du rapport de la Commission sur le point 156 de l'ordre du jour (A/48/688/Add.1), adopté par

la Commission, puis par l'Assemblée générale sans vote, fournit des directives et des recommandations générales pour garantir un fonctionnement efficace de la Commission, en mettant l'accent sur une approche en trois phases basée sur l'efficacité, des consultations plus intensives et mieux axées ainsi que sur l'efficacité générale. Ma délégation continuera d'appuyer les propositions qui favorisent au mieux l'amélioration de l'ordre du jour de la Commission et l'exécution de son mandat.

Enfin, la délégation des Bahamas a participé aux travaux de cette commission pendant un peu plus de 21 ans. Notre statut d'État non nucléaire, non militaire n'a en aucune manière limité cette participation. Notre principale préoccupation, que l'ensemble de la communauté internationale doit partager, est de trouver le moyen d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires et de toutes les armes de destruction massive afin que le genre humain puisse vivre à l'abri de la menace de l'anéantissement total.

L'année 1995 sera un tournant important dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies étant donné qu'elle célébrera ses 50 années d'existence. Nous espérons que ce sera également un tournant important dans l'ordre du jour du désarmement de cette commission. Ma délégation continuera de coopérer à cet effort.

**M. Abdul Momin** (Brunéi Darussalam) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de ma délégation, qu'il me soit tout d'abord permis de m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour féliciter sincèrement M. Valencia Rodríguez de son élection à la présidence de la Commission. J'adresse également tous mes meilleurs vœux de succès à tous les autres membres du bureau.

Nous commençons à noter que les initiatives pour éliminer les menaces à la paix et à la sécurité mondiales, qui découlent de la mise au point et de la prolifération des armes de destruction massive, commencent à rallier un plus grand appui. Le Traité d'interdiction des essais nucléaires, avec les accords de non prolifération nucléaire et les arrangements relatifs au désarmement partiel et complet, a permis aux régions et aux puissances de coopérer et d'aider à modifier la nature antagoniste de la politique internationale. Les petits États non nucléaires, tels que le Brunéi Darussalam, se félicitent de cette évolution et espèrent qu'elle continuera. À cet égard, nous sommes encouragés par le recours au dialogue et à la diplomatie pour traiter les récentes questions concernant la Corée du Nord.

Néanmoins, une volonté politique considérable de chacun de nous est nécessaire pour atteindre nos objectifs.

La demande du marché pour les armes, par exemple, peut être contraire aux intérêts de la paix et de la sécurité internationales. De même, la nécessité de protéger la souveraineté et l'indépendance peut déboucher sur une demande accrue d'armes. Voilà pourquoi rien ne doit être négligé pour donner priorité à la transformation des accords signés en des mécanismes efficaces de paix.

En ce qui concerne sa position précise sur ces questions, en tant que partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Brunéi Darussalam, conformément à l'importance qu'il attache à ce traité, participe actuellement aux réunions du Comité préparatoire. À la Conférence d'examen qui doit être tenue l'année prochaine, le Brunéi Darussalam appuiera la prorogation du Traité, laquelle permettra aux pays d'adhérer au Traité et de se joindre aux efforts faits au plan international pour réduire le risque d'une guerre nucléaire. Le Brunéi Darussalam se félicite également des nombreuses promesses d'appui à la prorogation et les considère comme des mesures constructives vers le renforcement de la paix et de la sécurité internationales pour tous.

Dans l'ensemble, le Brunéi Darussalam estime que le désarmement est un domaine qui ne devrait pas soulever de divergences de vues parmi les pays. L'occasion s'offre maintenant à eux de s'unir et de contribuer à la création d'un monde exempt d'armes nucléaires.

**M. Yativ** (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais d'emblée féliciter le Président de la Commission de son élection aux fonctions qu'il occupe. Ma délégation est certaine qu'avec les autres membres du bureau, il saura diriger les délibérations de la Commission d'une façon extrêmement judicieuse et compétente.

Je prends aujourd'hui la parole à la Commission après une année où des événements remarquables se sont déroulés au Moyen-Orient. La Jordanie et Israël ont paraphé cette semaine à Amman un traité historique de paix, le premier traité entre Israël et un voisin arabe depuis la convocation de la Conférence de Madrid. À la suite de l'accord du Caire, signé en mai dernier, le peuple palestinien a acquis le contrôle de la bande de Gaza et de Jéricho. Damas et Jérusalem ont engagé un dialogue prometteur. D'intenses réunions multilatérales sont en cours pour jeter les bases d'une infrastructure de coopération régionale. Il faut espérer que ces activités déboucheront, enfin, sur un agenda pour un Moyen-Orient nouveau.

Les entretiens multilatéraux, qui font partie intégrante des efforts de paix, ont également abouti à des résultats

concrets au sein de tous les groupes de travail. En ce qui concerne précisément les discussions de la Commission, il convient de mentionner le Groupe de travail sur la sécurité régionale et la limitation des armements. Il est reconnu que l'objectif de ce groupe de travail, dans le cadre du processus multilatéral de paix, est de compléter les entretiens bilatéraux en recherchant des solutions fondées sur la coopération aux problèmes de sécurité qui existent dans notre région. Au moment où les entretiens bilatéraux acquièrent un élan important, il convient également de rappeler que le groupe de travail s'est avéré l'instance exclusive d'examen des questions de sécurité régionale.

Les mesures de confiance font présentement l'objet de discussions et de négociations au sein du Groupe de travail sur la sécurité régionale et la maîtrise des armements, qui suscitent les espoirs des parties aux négociations. Nous sommes d'avis que, compte tenu de la situation particulière au Moyen-Orient, il faut engager un processus de maîtrise des armements avec des mesures de confiance. À cet égard, il faut adopter un train de mesures, dont des mesures qui, au départ, ne doivent pas nuire à la sécurité nationale des parties aux négociations et qui peuvent être imposées sur une base bilatérale ou multilatérale. Une fois acceptées, elles devront être mises à l'épreuve pendant un certain temps afin d'instaurer la confiance. Les mesures de confiance d'une nature plus étendue ainsi que la limitation des armements exigent que tous les États renoncent à la guerre. La paix, bien entendu, dépendra principalement de mesures politiques.

S'agissant des liens entre les mesures propres à accroître la confiance et la paix, le Secrétaire général, au paragraphe 110 de son rapport en date du 10 septembre 1990 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, affirme :

«Il faut instaurer la confiance dans tous les camps, confiance qui donne à chacun l'assurance ... que les solutions militaires aux problèmes politiques sont exclues, ... Et surtout, il faut progresser vers le règlement des conflits fondamentaux dans la région.»  
(A/45/435, par. 110)

Les questions de sécurité régionale ne peuvent être réglées que par les États de la région. L'évolution positive du processus de paix favorise l'instauration de la confiance parmi les États, condition préalable à la réduction des niveaux de méfiance et d'hostilité et au règlement des problèmes régionaux. Le processus est déjà engagé, et il est indéniable qu'il contribuera à renforcer la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

La notion de régionalité est le fondement même de l'approche d'Israël en matière de sécurité régionale et de limitation des armements. Outre son approche régionale, Israël fait preuve en permanence d'une ouverture d'esprit toujours plus grande dans l'examen des questions mondiales sur la limitation des armements. Nous avons participé, au niveau d'experts, aux discussions et négociations sur diverses questions de limitation des armements, tenues à New York, à Genève et à La Haye. Je voudrais parler en détail de plusieurs questions.

Premièrement, les mines antipersonnel posées pendant un conflit armé et laissées après le conflit causent de nombreuses tragédies pour toutes les populations civiles dans le monde entier. Participant à l'effort mondial visant à réduire les effets néfastes de la prolifération des mines terrestres, Israël s'est joint aux auteurs de la résolution 48/75 K, adoptée à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale, intitulée «Moratoire sur l'exportation de mines terrestres antipersonnel».

Conformément à cette résolution, le Gouvernement israélien a décidé d'imposer un moratoire de deux ans sur l'exportation de mines terrestres antipersonnel. Outre ce moratoire de deux ans, le Gouvernement israélien a offert ses connaissances, son assistance et sa formation aux fins de déminage. Israël espère que ces mesures, qui sont humanitaires, renforceront les efforts que fait la communauté internationale dans ce domaine. Israël adoptera également, à la présente session de l'Assemblée générale, une approche constructive de cette question.

En ce qui concerne la transparence en matière d'armements, nous avons pris part aux travaux du Groupe d'experts qui s'est réuni à New York pour examiner l'élargissement du Registre. Il convient maintenant de faire connaître la position d'Israël.

Premièrement, Israël a été un des premiers pays à appuyer la résolution 46/36 L, aux termes de laquelle l'Assemblée générale a créé le Registre et à faire parvenir ses rapports aux fins de consignation dans ce registre, conformément à cette résolution.

Deuxièmement, pays et régions sont confrontés à des conditions politiques, militaires et sécuritaires différentes. Bien que les questions relatives à la transparence en matière d'armements puissent avoir une incidence négative sur sa sécurité, Israël a accepté de débattre de certaines mesures. Ces mesures, comme l'échange d'informations et la notification préalable de certaines activités militaires, figurent

déjà à l'ordre du jour du Groupe de travail chargé d'examiner la sécurité régionale et la maîtrise des armements.

Troisièmement, quelques observations doivent être faites. Certains pays aimeraient que le Registre soit élargi afin d'inclure des questions comme la transparence en matière d'arsenaux militaires, d'acquisitions issues de la production nationale, d'armes de destruction massive et de transferts de techniques de pointe ayant des applications militaires. Les conflits dans le monde ayant tendance à évoluer à des rythmes différents, il convient, aux fins du Registre, de rechercher le plus petit dénominateur commun mondial en ce qui concerne la transparence en matière d'armements. Au-delà, la transparence en matière d'armements doit être abordée dans le contexte régional. Ainsi, Israël, à l'instar d'autres pays, continue de croire que les conditions ne sont pas encore réunies pour permettre la discussion de questions relatives à la transparence en matière d'armements au-delà des catégories convenues par l'ONU. Dans ses observations préliminaires précédant les délibérations de la Commission, le Secrétaire général a caractérisé le Registre d'«exercice coopératif pour l'édification de la confiance». De fait, il s'agit là de la raison d'être du Registre, et le temps a un rôle important à jouer en ce qui a trait à l'édification de la confiance.

Quatrièmement, les objectifs de transparence en matière d'armements ne peuvent être atteints que si tous les pays de la région fournissent les données qu'exige le Registre. D'autres pays, surtout dans notre région, devraient adhérer au Registre. Ce n'est qu'alors et à la suite de discussions dans le cadre régional que des mesures pour la transparence en matière d'armements pourront être débattues.

Israël a exprimé son appui à l'interdiction des essais nucléaires et a joué un rôle actif dans les négociations concernant le traité d'interdiction totale des essais nucléaires qui se sont déroulées à Genève, à la suite du consensus sur la résolution relative à ce traité qui a été réalisé lors de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale. Israël estime que l'organisation qui doit être créée en vertu d'un tel traité devrait permettre à chaque État partie d'exercer de manière égale et non discriminatoire ses droits au sein des divers organes. Un traité mondial et universellement applicable d'interdiction complète des essais jouera également un rôle d'appui au plan régional. Israël attend de tous les États du Moyen-Orient qu'ils adhèrent au Traité, ce qui constituerait une importante étape sur la voie de la stabilité et de la sécurité régionales. Israël espère être en mesure lors des prochaines négociations de participer en tant que membre à part entière à la Conférence du désarmement.

Israël a constamment maintenu une attitude positive et constructive envers la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le Moyen-Orient a vécu la menace et l'utilisation des armes chimiques. Au fil des ans, Israël a appelé à l'élimination des armes chimiques et à la création au Moyen-Orient d'une région exempte de telles armes.

Israël a aussi été au nombre des signataires initiaux de la Convention sur les armes chimiques en janvier 1993 à Paris. À cette occasion, le Ministre des affaires extérieures, M. Shimon Peres, a réitéré l'attachement sans réserve d'Israël à la Convention lorsqu'il a affirmé que celle-ci doit s'appliquer à notre région et que la région dans son ensemble doit adhérer à ses principes et en respecter les dispositions. Israël est convaincu que la Convention sur les armes chimiques peut être véritablement efficace si on ne s'attache qu'à ses mérites et si son universalité est assurée. Cela signifie que tout lien entre la Convention et les questions nucléaire ou autre est totalement inacceptable pour Israël. Malheureusement, plusieurs États de la région continuent encore à se doter d'armes chimiques. Ainsi, l'élimination des armes chimiques et la création d'un monde et d'un Moyen-Orient exempts d'armes chimiques sont des éléments importants de l'instauration d'une paix et d'une stabilité globales dans la région.

Israël apporte un appui sans réserve au principe de la non-prolifération des armes nucléaires et, en 1968, a voté en faveur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) lors de son adoption par l'Assemblée générale. Israël appuie également les travaux du Comité préparatoire sur la prorogation du TNP et a pris part, en tant qu'observateur, au Comité préparatoire qui s'est réuni à Genève en septembre dernier.

Un tel appui ne dispense toutefois pas Israël de procéder à une évaluation des conditions et de la réalité qui prévalent dans la région. Compte tenu de la situation explosive qui règne au Moyen-Orient, Israël continue de préconiser l'établissement libre et directement négocié, en temps opportun, d'une zone exempte d'armes nucléaires, assorti d'une vérification mutuelle et englobant tous les États de la région.

À propos de l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, le Secrétaire général a affirmé que :

«Une zone pourrait à cet égard se révéler plus efficace que le TNP, si indispensables que soient cet instrument et le système de garanties de l'AIEA qui l'accompagne.» (A/45/435, par. 109)

C'est la stricte nécessité qui dicte notre attitude, et compte tenu de l'instabilité qui règne dans notre région il faut se garder de renoncer précipitamment à notre démarche en vue d'instaurer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. La politique d'Israël sur la question nucléaire se fonde sur les quatre principes suivants.

Premièrement, la globalité. La question nucléaire doit être abordée dans le cadre intégral du processus de paix, à l'instar de tous les problèmes de sécurité, tant classique que non classique.

Deuxièmement, le cadre régional. La non-prolifération nucléaire ne sera réalisée et sûre que si une zone exempte d'armes nucléaires mutuellement vérifiable est créée au Moyen-Orient.

Troisièmement, une démarche par étapes. Le pragmatisme oblige à amorcer le processus par des mesures d'édification de la confiance et de la sécurité et par l'établissement de relations pacifiques, pour ensuite, en temps opportun, le parachever en traitant de la maîtrise des armes classiques et non classiques, domaine dans lequel la priorité est accordée aux systèmes qui se sont avérés destructeurs et déstabilisateurs.

Quatrièmement, la primauté du processus de paix. Les négociations sur toutes les questions liées à la sécurité de la région doivent se dérouler librement et directement, comme c'est le cas pour les pourparlers bilatéraux et multilatéraux, dans le cadre du processus de paix.

C'est un moment propice dans l'histoire de notre région. Il offre une occasion unique et favorable de régler les problèmes régionaux et d'instaurer la paix et la stabilité. Il nous incombe de tirer parti de l'élan acquis pour améliorer la sécurité régionale. Le processus a déjà été amorcé dans le cadre des pourparlers multilatéraux, dans lesquels Israël joue un rôle actif.

Le processus de paix dans toutes ses dimensions mérite, surtout maintenant, l'appui et la compréhension sans réserve de la communauté internationale. Une occasion unique s'offre à l'Assemblée générale d'accorder son plein appui aux efforts de rétablissement de la paix et de contribuer ainsi à ce processus historique. L'Assemblée générale, à sa quarante-huitième session, a réagi à la nouvelle réalité au Moyen-Orient en procédant à la modification de résolutions caduques ayant été élaborées au plus fort du conflit israélo-arabe. Nous avons aussi été témoins, au cours de l'année écoulée, d'un changement positif survenu au sein de la Commission. Les États Membres ont compris que le

point 65 de l'ordre du jour, intitulé «Armement nucléaire d'Israël», ne sert à rien d'autre qu'à s'en prendre spécifiquement à Israël, car il n'y a pas un de ses éléments de fond qui n'ait été traité dans la résolution sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. L'élimination totale de cette résolution sera conforme à la nouvelle réalité qui émerge au Moyen-Orient. Elle s'apparentera aussi à l'exemple donné par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) lorsque, à sa trente-huitième Conférence tenue en septembre 1994, celle-ci a finalement décidé de mettre un terme à des années de critiques adressées spécifiquement à Israël en adoptant une résolution positive sur le rétablissement de l'assistance technique à Israël, dont il était privé depuis 1981.

Pour terminer, Israël espère que l'Assemblée générale prendra explicitement position en faveur des négociations de paix en tant que seul moyen de régler les questions litigieuses au Moyen-Orient afin de contribuer ainsi à l'instauration d'une paix durable fondée sur la compréhension et la réconciliation.

**M. Hou Zhitong** (Chine) (*interprétation du chinois*) : D'emblée, je voudrais exprimer à M. Valencia Rodríguez les chaleureuses félicitations de ma délégation à l'occasion de son élection à la présidence de la Première Commission de l'Assemblée générale à la présente session. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau. Je suis certain que sous une telle direction la Commission remplira son mandat avec succès. En attendant, je voudrais saisir cette occasion pour remercier votre prédécesseur, M. von Wagner, de l'Allemagne, de sa contribution en sa qualité de Président de la Première Commission lors de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

Nous sommes encouragés par la présence du Secrétaire général, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, et par l'importante déclaration liminaire qu'il a faite à la Première Commission le 17 octobre dernier.

À l'approche du cinquantième anniversaire de la fondation des Nations Unies, nous ne pouvons manquer de rappeler que, au XXe siècle, l'humanité a malheureusement souffert par deux fois du fléau sans nom de la guerre, et que la guerre froide qui lui a succédé a imposé au monde la menace d'une guerre nucléaire pendant une période de temps considérable. Les changements spectaculaires qui se sont produits sur la scène internationale font qu'il est maintenant possible d'éviter une autre guerre mondiale et d'accroître les chances d'une interdiction complète et d'une destruction totale des armes nucléaires, tout en permettant à l'humanité d'éliminer en fin de compte la menace d'une

guerre nucléaire. Par conséquent, le désarmement nucléaire et la prévention d'une guerre nucléaire restent, pour la communauté internationale, des tâches communes prioritaires.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité se trouve à la fois devant de nouvelles possibilités et de nouveaux défis dans le domaine du maintien de la paix et de la promotion du développement. La communauté internationale devrait intensifier ses efforts et oeuvrer de concert pour créer rapidement un monde exempt d'armes nucléaires. La Chine a toujours préconisé l'interdiction et la destruction complètes de toutes les armes de destruction massive. À cette fin, S. E. M. Qian Qichen, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Chine, a proposé à la présente session de l'Assemblée générale la conclusion d'une convention sur l'interdiction complète des armes nucléaires de la même manière que les conventions interdisant toutes les armes chimiques et biologiques, aux termes de laquelle toutes les puissances nucléaires s'engageraient à détruire toutes leurs armes nucléaires sous une surveillance internationale efficace. À notre avis, cela permettrait de mobiliser l'énergie nucléaire entièrement au service du noble idéal de la paix et du développement, au bénéfice de l'humanité. Le Gouvernement chinois attend avec intérêt une réponse positive de la part des pays concernés.

Dès le premier jour où elle a possédé des armes nucléaires, la Chine a pris l'engagement unilatéralement et inconditionnellement de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier; et depuis elle n'a cessé de demander la conclusion, par tous les États dotés d'armes nucléaires, d'un traité international sur le non-recours en premier des armes nucléaires par un de ces États contre un autre. Afin d'encourager la tenue de négociations sur un tel traité, la Chine a présenté officiellement un projet à d'autres États dotés d'armes nucléaires, vu qu'il apparaît que les conditions actuelles soient propices à la négociation et à la conclusion d'un traité international à cet effet entre les cinq États dotés d'armes nucléaires. Nous croyons qu'une prompte conclusion du traité proposé réduirait considérablement le danger de guerre nucléaire et contribuerait à la paix, à la sécurité et au développement mondiaux.

C'est un fait bien connu que la Chine a toujours appuyé les exigences de la vaste majorité des États non dotés d'armes nucléaires en matière d'assurances de sécurité. Il y a longtemps que la Chine s'est engagée inconditionnellement à ne pas utiliser ni menacer d'utiliser les armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires ou des zones exemptes d'armes nucléaires, tout en faisant appel aux autres États dotés d'armes nucléaires pour

qu'ils prennent le même engagement et fournissent des assurances de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires sous la forme d'un instrument juridique international. Il importe actuellement au plus haut point de régler la question sans tarder. À cet égard, la Chine apprécie les propositions constructives présentées par les pays non-alignés et est prête à étudier, avec d'autres, une solution appropriée à cette question sur la base de ces propositions.

La Chine a toujours appuyé les exigences et les efforts des pays intéressés concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires en tenant compte de leurs réalités régionales respectives. Nous maintenons que les États dotés d'armes nucléaires devraient respecter le statut des zones exemptes d'armes nucléaires et s'acquitter des obligations qui en découlent. À cet égard, il convient de noter que certains pays d'Amérique latine et du Pacifique Sud n'ont cessé de déployer des efforts considérables à cette fin. Nous voudrions également saluer les derniers progrès réalisés par les pays africains dans leurs efforts pour établir une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

Nous sommes heureux de constater que les négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires organisées dans le cadre de la Conférence du désarmement de Genève ont bien commencé et ont enregistré des progrès notables après des années de travail intensif. Toutes les parties concernées ont adopté une attitude positive à l'égard des négociations. La Chine a toujours fait preuve de la plus grande retenue en matière d'essais nucléaires, et le nombre d'essais auxquels elle a procédé est inférieur à celui de n'importe quel autre État doté d'armes nucléaires. Partant de sa position de principe en faveur d'une interdiction complète et d'une destruction totale des armes nucléaires, la Chine a, dès le début, participé aux négociations sur un traité d'interdiction complète d'une manière positive et coopérative. La bonne foi et l'attitude positive du Gouvernement chinois resteront inchangées. Je tiens à réaffirmer l'appui de mon gouvernement à la conclusion, le plus tôt possible, d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires efficace et universel, et ce, — et j'insiste là-dessus — pour 1996 au plus tard. La Chine est disposée à se joindre à d'autres et à continuer à contribuer à la réalisation de cet objectif.

La Conférence des États parties chargée de l'examen et de la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) approche. Le Gouvernement chinois espère que, en tant qu'un des instruments les plus importants et les plus universels existant aujourd'hui en matière de contrôle des armes nucléaires, le Traité a joué un rôle positif dans la prévention de la prolifération des armes

nucléaires, bien qu'il existe quelques lacunes en ce qui concerne l'équilibre des droits et des obligations des États parties. En tant que partie contractante, la Chine est favorable à une prolongation sans heurt du TNP, et elle déploiera des efforts à cette fin. De même, le Gouvernement chinois appuie fermement la juste exigence des États non dotés d'armes nucléaires du tiers monde concernant le renforcement de la coopération internationale pour ce qui est des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, question qui devrait être examinée lors de la Conférence du TNP en 1995, en tant que point important inscrit à son ordre du jour.

La Chine appuie tous les efforts visant à promouvoir la sécurité internationale, le désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire. Compte tenu de cette position la Chine est favorable à la conclusion, par la négociation, d'une convention interdisant la fabrication de matières fissiles utilisées à des fins d'armements. Nous sommes prêts à oeuvrer de concert avec d'autres pays pour accélérer la réalisation de cet objectif.

La Conférence spéciale des États parties à la Convention sur les armes biologiques, qui s'est récemment tenue avec succès, a décidé d'instituer un groupe spécial chargé de poursuivre l'examen de la question de savoir comment renforcer la mise en oeuvre de la Convention sur les armes biologiques. La Chine participera activement aux travaux du groupe spécial en vue d'un renforcement effectif de la Convention sur les armes biologiques.

Depuis que la Convention sur les armes chimiques est ouverte à la signature, les travaux préparatoires à la mise en oeuvre de la Convention se sont déroulés sans heurts. La Chine soutient les buts et objectifs de la Convention et a figuré parmi les premiers signataires de ce texte. Nous faisons maintenant les préparatifs nécessaires en vue de la prompte ratification de la Convention sur les armes chimiques. Nous espérons que les pays investis de responsabilités particulières à l'égard des armes chimiques accéléreront leur processus de ratification et s'acquitteront de leurs obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques.

Grâce aux efforts de tous les pays, certains progrès ont été réalisés dans le domaine du désarmement international. Cependant, la communauté internationale doit relever une série de nouveaux défis, ainsi que poursuivre son effort en vue de réaliser rapidement l'objectif qui consiste à établir un nouvel ordre économique et politique international fondé sur les cinq Principes de la coexistence pacifique, et créer un environnement sûr et pacifique favorable au développement de tous les pays. La communauté internationale a

beaucoup à faire pour instaurer un monde exempt d'armes nucléaires et devrait, par conséquent, redoubler d'efforts. La Chine est disposée à s'associer aux autres États et à contribuer constamment à la recherche de cet objectif.

**Mme Lingaya** (Madagascar) : Monsieur le Président, la délégation de Madagascar est heureuse de présenter ses chaleureuses félicitations à l'Ambassadeur Valencia Rodríguez pour son élection à la présidence de la Première Commission. Nos félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau. Nous ne doutons pas que, grâce à la haute compétence de l'Ambassadeur Valencia Rodríguez, notre commission mènera à bien ses travaux. Notre délégation l'assure de son entière coopération.

La fin de la guerre froide a profondément bouleversé les relations internationales. Dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale, des progrès marquants ont été réalisés, tels les accords bilatéraux sur la réduction des armements stratégiques offensifs entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, les moratoires sur les essais nucléaires appliqués par la France, la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, et la signature en janvier 1993 de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, qui apporte des perspectives nouvelles de progrès en matière d'élimination des armes de destruction massive.

Ma délégation exprime le souhait que le climat international favorable à la dynamisation du processus de désarmement soit profitable aux négociations menées sous les auspices de la Conférence du désarmement, instance multilatérale unique pour les négociations sur le désarmement. Nous nous référons en particulier à l'interdiction des essais nucléaires, aux arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et enfin à celui de la transparence dans le domaine des armements.

L'interdiction complète des essais nucléaires est l'une des questions décisives qui se posent à la communauté internationale, et la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit internationalement et effectivement vérifiable serait un moyen efficace de réaliser les objectifs du Traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP), un des instruments internationaux de désarmement les plus importants et dont Madagascar souhaite l'extension lors de la Conférence d'examen du Traité de 1995.



S'agissant de la question relative aux arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, ma délégation note avec regret qu'un consensus n'a pu être réalisé à la session annuelle de 1994 de la Conférence du désarmement sur la question de garanties dites négatives de sécurité.

Un accord international visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi et la menace d'emploi de ces armes contribuerait à instaurer un climat de confiance et de compréhension entre les États.

La prolifération d'armes nucléaires ou d'armes de destruction massive ainsi que l'accumulation d'armes conventionnelles constituent des défis à la communauté internationale par leur caractère perturbateur, en particulier dans les régions du monde où des tensions et des conflits persistent, exacerbés par la résurgence du nationalisme, de l'extrémisme, de la xénophobie et du trafic des drogues.

En conséquence, des efforts accrus s'avèrent nécessaires pour atteindre l'objectif final d'un désarmement général et complet.

L'accroissement de l'efficacité des instruments de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive passe par le réexamen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, la mise en application effective de la Convention sur les armes chimiques, le renforcement de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques ou à toxines et sur leur destruction, et la mise en place au plus tôt d'un comité ad hoc de la Conférence du désarmement pour entreprendre la négociation d'un traité de verrouillage de la production de matières fissiles à des fins nucléaires militaires.

S'agissant de l'accumulation des armes conventionnelles, la transparence est le maître mot en matière de contrôle des courants illicites d'armes et d'élargissement de la coopération dans ce domaine. Madagascar reconnaît l'importante contribution du Registre des Nations Unies sur les armes classiques et celle du système d'établissement des rapports normalisés sur les dépenses militaires à la promotion de la transparence dans le domaine du contrôle des armes classiques. Ma délégation appuie les efforts entrepris en vue de l'amélioration de ces mécanismes qui favorisent un niveau de confiance plus élevé entre les États.

Par ailleurs, ma délégation estime que la transparence dans le domaine des armements devrait faciliter les trans-

ferts de technologie militaire à des fins pacifiques pour un plus grand bien commun, et elle juge qu'il est souhaitable que les ressources dégagées de la réduction des budgets militaires soient affectées à des projets de développement pour le bénéfice de nos populations.

Ma délégation s'associe aux préoccupations exprimées par la communauté internationale face aux dangers que représentent pour les populations civiles les mines terrestres non désamorçées et disséminées dans le monde. C'est pourquoi ma délégation appuie les efforts en faveur du renforcement de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

L'approche régionale pouvant venir compléter l'action mondiale du désarmement, Madagascar est attaché au principe de la création de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix. Ma délégation se félicite particulièrement des progrès enregistrés à Addis-Abeba en mai 1994 par un groupe d'experts chargé de rédiger un projet de traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Par contre, nous regrettons que la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix ne soit pas mise en oeuvre, et nous formulons le voeu que l'amélioration de l'environnement politique international contribue à fléchir les réticences à la réalisation des objectifs de paix, de sécurité et de stabilité dans la région.

Ma délégation est d'avis que la question de la paix et de la sécurité internationales ne saurait être abordée sous l'angle unique du désarmement, mais qu'elle nécessite une approche intégrée tenant compte d'aspects économiques, sociaux et politiques. Cette nécessité de concevoir le désarmement et le maintien de la paix dans une approche globale de tous les aspects de la question fait de l'ONU la meilleure instance de négociation de la paix et de la sécurité.

*Le Président assume de nouveau la présidence.*

Madagascar apprécie notamment les efforts que continue de déployer l'Organisation dans le domaine de la diplomatie préventive, du maintien et de la consolidation de la paix. Il convient cependant de reconnaître que le maintien effectif de la paix repose sur la volonté politique des États d'appliquer des mesures en vue de réaliser le désarmement général et complet et de leur engagement à créer un climat de confiance réciproque et de coopération, en vue de l'avènement d'un monde nouveau basé sur les principes de la paix, de la justice et de l'équité.

**M. Tayeb** (Arabie saoudite) (*interprétation de l'arabe*) : Au nom de ma délégation, j'ai le plaisir de vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette commission. Nous sommes sûrs que, grâce à votre longue expérience et à vos qualités de diplomate, nos délibérations seront couronnées de succès. Nous voudrions également féliciter les autres membres du bureau de leur élection.

La présence à la Commission du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, et la déclaration qu'il a faite devant ses membres nous honorent et témoignent de l'importance des responsabilités et du rôle de notre Commission dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les propos du Secrétaire général seront un point de repère pour notre Commission et enrichiront nos délibérations. Le Royaume d'Arabie saoudite, dont l'attachement aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international est la pierre angulaire de sa politique et de son attitude eu égard aux affaires internationales, attache une grande importance au renforcement du rôle de l'ONU dans le traitement des questions internationales, en général, et de celles qui concernent la paix et la sécurité internationales, en particulier.

S. A. R. le Ministre des affaires étrangères de mon pays a répété, dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale le 4 octobre dernier, que le succès de la communauté internationale dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales continue d'être lié au respect de l'engagement pris par les membres de la communauté internationale aux termes des dispositions de la Charte des Nations Unies et de leur volonté politique de mettre en oeuvre les résolutions en matière de droit international. Il a mis en évidence le bien-fondé de ce principe en évoquant le succès remporté par la communauté internationale lorsqu'elle a fait face à l'agression iraquienne contre le Koweït en 1991. Cette agression a été repoussée et les droits légitimes du Koweït ont été rétablis. Mais, la situation en Bosnie-Herzégovine demeure insoluble : l'agression serbe contre la population de la Bosnie-Herzégovine se poursuit parce que l'agression n'a pas été traitée conformément aux principes fondamentaux du droit international tels que consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Je voudrais ajouter ici que la cohésion de la communauté internationale et son esprit de coopération lui ont permis, il y a une semaine à peine, d'empêcher une autre agression imminente de l'Iraq contre le Koweït lorsque le régime iraquien a massé des troupes à la frontière du Koweït afin de commettre un nouveau crime contre ce pays

et les États de la région, acte qui aurait mis en danger la paix et la sécurité internationales. La détermination de la communauté internationale et la cohésion dont elle a fait preuve pour appliquer les résolutions de la légitimité internationale ont cependant forcé le régime iraquien à refaire ses calculs et à se rendre compte que la coalition internationale contre ses visées ne s'était pas délitée comme il l'avait espéré. Par conséquent, il s'est vu obligé de retirer ses forces et ses équipements militaires de la frontière koweïtienne. Je voudrais rappeler que seule la cohésion du front international peut forcer l'Iraq à se conformer à toutes les résolutions pertinentes, sans exception, du Conseil de sécurité et sans tergiversation.

Les questions de la paix, de la sécurité et du désarmement sont indissociables. La création d'un environnement international sûr doit se fonder sur la justice et l'égalité, le respect de la souveraineté des États et de leur indépendance, la non-ingérence dans les affaires internes, le respect de leurs frontières internationalement reconnues, le droit de tous les États de contrôler pleinement leurs ressources naturelles, sans aucune ingérence étrangère, et la renonciation à la menace ou à l'emploi de la force comme moyens de résoudre les conflits. Voilà pourquoi un désarmement complet, équilibré et non discriminatoire revêt une importance primordiale pour la sécurité internationale. Le Royaume d'Arabie saoudite, fidèle à sa position de principe selon laquelle il reconnaît le droit de tous les États à la sécurité par le biais du désarmement complet et de l'élimination de toutes les armes de destruction massive, a signé l'an dernier la Convention sur les armes chimiques et, comme on le sait, il est un État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à la Convention sur les armes biologiques. Nous pensons que notre adhésion à ces instruments apportera une contribution aux efforts internationaux visant à éliminer définitivement toutes les armes de destruction massive de la planète.

La fin de la guerre froide et l'émergence d'un nouvel ordre international devraient contribuer à libérer le monde de la terreur qu'inspirent les armes nucléaires et de la menace que représentent ces armes pour l'humanité. À cet égard, nous pensons qu'il est crucial d'élaborer un traité international qui interdirait la menace ou l'emploi des armes nucléaires en toutes circonstances. Nous pensons également qu'il importe d'oeuvrer à l'élimination de toutes les armes nucléaires.

Les progrès importants qui ont été réalisés dans le processus de paix au Moyen-Orient, auquel mon pays a participé activement, et la détente qui en a résulté n'ont malheureusement pas suscité un véritable sentiment de

sécurité et de sûreté parmi les peuples de la région, du fait qu'Israël possède des armements nucléaires destructeurs qui ne sont soumis à aucun contrôle juridique international. Israël continue d'ignorer les appels de la communauté internationale pour qu'il accède au Traité sur la non-prolifération et soumette ses installations nucléaires aux garanties et aux procédures de vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cette position est en contradiction avec la nouvelle perspective d'un Moyen-Orient pacifique et avec les conditions fondamentales de la paix. Nous espérons donc que cette question sera traitée d'une manière responsable et se verra accorder l'importance qu'elle mérite. La communauté internationale montrerait ainsi qu'elle est résolue à libérer l'humanité de toutes armes nucléaires.

Mon pays appuie la création des zones exemptes de toutes armes de destruction massive car elle représenterait un grand pas en direction de notre objectif ultime : l'élimination de toutes les armes de destruction massive du monde.

Alors que nous constatons avec satisfaction les progrès réalisés à cet égard en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ainsi que l'adoption par consensus de la résolution 48/71 de l'Assemblée générale de 1993 portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, nous demandons aux parties intéressées de la région de prendre des mesures pratiques en vue de réaliser cet objectif dans l'intérêt de tous les peuples de la région.

Nous demandons à tous les États du Moyen-Orient — et à Israël surtout, en tant que seul État de la région à posséder des armes nucléaires — de franchir une étape essentielle dans cette direction et d'accéder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous demandons également à Israël de soumettre ses installations nucléaires au régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'acquisition par certains États d'armes nucléaires sans qu'il y ait des règles légales ou des garanties internationales susceptibles de les dissuader d'utiliser ces armes contre les États non nucléaires nous amène à demander l'élaboration de garanties internationales pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. Dans ce contexte, nous demandons à la Conférence du désarmement d'élaborer un accord international juridiquement contraignant donnant aux États non dotés d'armes nucléaires les garanties nécessaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. En fait, la seule garantie serait l'élimination de ces armes, conformément à la résolution 48/73 de l'Assemblée générale qui stipule, entre autres, que

des arrangements efficaces devraient être conclus pour protéger les États non nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.

Nous appuyons l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution offrant aux États non dotés d'armes nucléaires des garanties globales et clairement énoncées contre l'emploi ou la menace de telles armes. Nous pensons qu'une telle résolution contribuerait énormément à empêcher la prolifération des armes nucléaires et constituerait une mesure capitale en vue du désarmement nucléaire général et complet.

Nous avons suivi avec satisfaction les progrès réalisés dans le domaine de l'interdiction des essais nucléaires, et nous attachons une grande valeur aux initiatives constructives adoptées jusqu'à présent. Nous pensons que les efforts actuels devraient être intensifiés pour parvenir à la conclusion d'un traité global interdisant, sans exception, les essais nucléaires. Nous sommes également d'avis que la conclusion d'un traité interdisant la production et le stockage de matières fissiles nucléaires contribuerait sans nul doute à l'action menée en vue du désarmement nucléaire.

La question de la transparence en tant que mesure de confiance ne sera pas efficace tant qu'elle ne s'appliquera pas à tous les types d'armes, entre autres aux armes de destruction massive, aux moyens de transfert et à la technique avancée ayant des applications militaires ainsi qu'aux armes traditionnelles, y compris celles de fabrication nationale. La transparence doit également s'appliquer de manière équilibrée et non sélective et doit servir les intérêts de sécurité nationale. Le Registre doit également inclure des techniques militaires et les achats d'armes de fabrication nationale.

Dans quelques mois, le monde célébrera le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. Cette occasion servira, n'en doutons pas, de catalyseur aux membres de notre Commission pour qu'ils consacrent tous leurs efforts et leur bonne volonté dans le but de mettre les populations de la planète en mesure de vivre dans la sécurité, la quiétude, la paix, le bien-être et la prospérité.

**M. Aung** (Myanmar) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, d'emblée je voudrais vous féliciter très chaleureusement pour votre élection, à l'unanimité, au poste de Président de la Première Commission pour la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. Ma délégation est certaine que, grâce à votre sagesse et à votre expérience dans le domaine du désarmement, vous guiderez

les travaux de la Première Commission vers un résultat fructueux. Je vous assure de la coopération totale et de l'appui de ma délégation pour faire progresser les travaux de la Commission. Nous félicitons également les autres membres du bureau.

Si nous examinons la scène politique internationale en ce début des travaux de la Première Commission du point de vue de la limitation des armes et du désarmement, nous éprouvons des sentiments partagés. Le tableau est contrasté : la clarté apparaît dans certains domaines, mais des zones d'ombre planent encore sur d'autres régions.

Les négociations intenses qui se déroulent dans le cadre de la Conférence du désarmement en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires sont, pour nous, source d'encouragement. La Conférence du désarmement a fait quelques progrès dans l'élaboration du projet de texte d'un traité d'interdiction complète des essais. Toutefois, nombre des éléments de ce texte sont encore mis entre parenthèses. Une grande partie du projet de traité, y compris le préambule et les articles les plus importants, tels ceux ayant trait à la portée, à la vérification, à l'organisation et à l'entrée en vigueur, font encore l'objet de négociations pour parvenir au consensus.

L'important est de parvenir à l'achèvement d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires internationalement et effectivement vérifiable, le plus rapidement possible, et de préférence avant la conférence prévue pour 1995, dont l'objectif est de revoir et de proroger le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous sommes pour une approche évolutive à l'égard du système de vérification. La technique de vérification sismique devrait être au coeur du système de vérification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. D'autres techniques de vérification non sismiques, telles la photographie par satellite et la radioactivité, ou encore les techniques de contrôle hydroacoustiques et à infrasons, pourraient être incorporées et intégrées à mesure que ces techniques seront suffisamment au point pour être mises en pratique.

La communauté internationale souhaite que tous les sites d'essais nucléaires dans le monde entier deviennent à jamais silencieux. Nous souhaitons la cessation de tous les essais nucléaires dans tous les éléments et pour toujours, — rien de moins.

Nous sommes également satisfaits de constater que le nombre des États ayant ratifié la Convention sur les armes chimiques augmente à un rythme accéléré. À ce jour, 16 États ont déposé leurs instruments de ratification auprès du

Secrétaire général des Nations Unies. Nous espérons que l'élan acquis dans le processus de ratification par les États signataires de la Convention sera maintenu et étendu afin que la Convention puisse entrer en vigueur dès que possible. Je suis heureux d'informer la Première Commission que le processus de ratification est bien en cours dans mon pays. Le Myanmar participe également activement aux travaux de la Commission préparatoire pour l'organisation de l'interdiction des armes chimiques.

L'un des principaux problèmes de sécurité qui se posent à la communauté internationale aujourd'hui est la prolifération des armes nucléaires. Dans ce contexte, il est extrêmement important que la Conférence des parties chargée de l'examen et de l'extension du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) obtienne des résultats satisfaisants. De l'avis de ma délégation, des progrès de fond dans des domaines vitaux tels que la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les assurances en matière de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires et l'interdiction portant sur les matières fissiles nucléaires dans tous leurs aspects contribueront au succès de la Conférence.

Nous regrettons qu'au cours de sa session de 1994, la Conférence du désarmement n'ait pu procéder à des négociations sérieuses sur les assurances de sécurité négatives. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement pendant quelque 15 ans, et le moment est venu d'élaborer un texte de traité sur le sujet. Le climat politique international actuel de l'après-guerre froide est également favorable à la réalisation de progrès sur les assurances de sécurité négatives. Ma délégation souscrit à la proposition selon laquelle la question des assurances de sécurité positives devrait également être traitée avec la question des assurances de sécurité négatives puisqu'il existe un lien étroit entre les deux questions. Les États dotés d'armes nucléaires faisant preuve d'une plus grande souplesse et d'une plus grande volonté politique, il est en effet grand temps que nous redoublions d'efforts en vue de mettre au point un instrument ou des accords juridiquement contraignants sur les assurances de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires.

Un autre domaine de travail de la Conférence du désarmement dans lequel il n'y a pas eu de progrès est la question de l'interdiction des matières fissiles nucléaires. À la fin de sa session de 1994, la Conférence du désarmement n'avait toujours pas mis au point de projet de mandat par consensus. La nature même du problème exige que l'on traite de la question du stockage lorsque l'on examine le problème de l'interdiction des matières fissiles nucléaires.

Nous espérons que la Conférence du désarmement pourra créer un comité ad hoc au début de sa session de 1995 afin de mener à bien les négociations de fond sur cette question, et qu'à cette fin, l'Assemblée générale des Nations Unies sera à même d'adopter une résolution appropriée qui aidera la Conférence du désarmement.

La transparence dans le domaine des armements devra respecter le principe de sécurité non réduite pour chaque État. Nous sommes d'avis que le Registre des armes classiques des Nations Unies devrait être non discriminatoire et conçu de manière à encourager une participation universelle. Compte tenu de la nature et de la complexité du sujet, il serait avisé d'adopter une approche graduelle par étape de la question.

**M. Abulhasan (Koweït)** (*interprétation de l'arabe*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, au début de mon intervention, vous féliciter et féliciter les autres membres du bureau de votre élection respective et vous souhaiter plein succès dans vos travaux.

Les discussions qui se déroulent au sein de la Commission ont une importance particulière pour mon pays, car il y a quelques jours, nous avons été menacés d'une nouvelle agression par le régime iraquien. À présent que l'occasion m'est offerte de traiter pour la première fois au sein de cette importante Commission d'un grand nombre de questions telles que la limitation des armes, le désarmement, la sécurité et la stabilité dans le monde arabe, de même que la paix et la sécurité internationales, je tiens à inviter instamment tous les États membres de la Commission à déployer davantage d'efforts pour concrétiser la sécurité internationale. Cette commission ne doit pas se limiter à l'examen des questions de désarmement, car l'Article 12 de la Charte habilite la Première Commission à faire des recommandations et à élaborer des directives et des principes généraux relatifs à la paix et à la sécurité internationales afin d'approfondir les concepts de la diplomatie préventive, les mesures de confiance et tous les arrangements destinés à préserver la paix après les conflits. Au cours des sessions précédentes, l'ordre du jour du désarmement comportait plusieurs questions urgentes et d'autres particulièrement difficiles à traiter, mais le consensus auquel est parvenue la quarante-huitième session de l'Assemblée générale l'année dernière concernant plusieurs aspects du désarmement et de la limitation des armes indiquait clairement la détermination de la communauté internationale de poursuivre ses efforts afin de réaliser un désarmement réel.

Le danger de la prolifération des armes classiques devient de plus en plus inquiétant. La guerre du Golfe

provoquée par la brutale agression iraquienne contre mon pays a démontré que le transfert intensif et sans discrimination des armes classiques, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays nourrissant de mauvaises intentions à l'égard d'un pays voisin, peut provoquer une déstabilisation de la région et un conflit armé devant avoir des répercussions négatives sur la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale, par conséquent, doit assurer la responsabilité de prendre des mesures efficaces pour mettre fin au transfert intensif, sans discrimination et non contrôlé des armes classiques. Ma délégation estime que le Registre des armes classiques est un élément important dans ces mesures, d'autant plus que ce Registre semble inviter à l'optimisme. Le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, dans le rapport qu'il a présenté à la présente session concernant les travaux de l'Organisation, a indiqué que plus de 80 pays, parmi lesquels figuraient les principaux pays fournisseurs et receveurs d'armes, participent maintenant à ce Registre. Si l'on veut qu'il puisse être converti en un mécanisme international contribuant à la stabilité et à la sécurité internationales, il faut qu'un plus grand nombre de pays y adhèrent. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général pour dire que la réduction des armements et le développement ont une relation organique avec le maintien et l'établissement de la paix.

Le nombre des États qui ont signé jusqu'à présent la Convention sur les armes chimiques s'élève à plus de 150. Cependant, quatre pays seulement ont ratifié à ce jour cette Convention.

Je tiens à exprimer notre appréciation pour les efforts déployés par le Comité préparatoire de l'organisation issue de la Convention sur les armes chimiques, car ce Comité a joué un rôle d'avant-garde pour la mise en oeuvre de la Convention interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques. Pour que cette Convention entre en vigueur le plus rapidement possible, les États doivent prendre dès à présent les mesures nécessaires pour accélérer la ratification de cette Convention.

Le Koweït continue d'être inquiet parce que l'Iraq n'est toujours pas partie à cette Convention. Le régime iraquien, si l'on en juge par ses actes belliqueux et son comportement, continue de représenter une menace pour la paix et la sécurité dans la région. Toutefois, mon pays est convaincu que le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies sont à même d'obliger l'Iraq à respecter ses obligations en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et du droit international.

La maîtrise des armes nucléaires et le désarmement nucléaire figurent parmi les plus hautes priorités de mon pays en matière de désarmement. Nous nous sommes félicités de l'Accord conclu entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur la limitation des armes stratégiques offensives, et du nouvel accord portant sur la réduction des armes stratégiques offensives signé en 1993. Nous sommes convaincus que la prolifération des armes nucléaires constitue une grave menace pour la paix et la stabilité aux niveaux international et régional. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 est la pierre angulaire du système international de non-prolifération, et ma délégation prie instamment les États parties à cette Convention de décider de sa prorogation en 1995.

Le Koweït appuie l'idée de créer une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Mon pays estime qu'en attendant la création de cette zone exempte d'armes nucléaires dans notre région, tous les pays de la région, sans exception, doivent s'abstenir de fabriquer, d'acquérir et de stocker des armes nucléaires. Mon pays propose les étapes suivantes :

Premièrement, tous les pays de la région devraient déclarer qu'ils acceptent la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Cette déclaration serait déposée auprès du Secrétaire général de l'ONU. Deuxièmement, tous les pays du Moyen-Orient devraient déclarer qu'ils s'abstiendront dorénavant de mettre au point, de fabriquer et de stocker des armes de destruction massive sur leurs territoires ou sur les territoires sous leur contrôle. Troisièmement, tous les pays de la région devraient accepter de soumettre leurs installations nucléaires à l'inspection internationale conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et permettre à l'ONU de jouer son rôle dans le domaine du suivi et de la surveillance de la maîtrise des armements. Quatrièmement, tous les pays de la région doivent adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux conventions interdisant la prolifération d'autres armes de destruction massive. Étant donné qu'Israël détient un arsenal nucléaire, ce pays est invité à répondre aux exigences de l'établissement de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. Cinquièmement, des arrangements militaires en vue d'accroître la confiance devraient être adoptés sur la base de la transparence et de la préalerte afin de renforcer la diplomatie préventive. Sixièmement, les membres permanents du Conseil de sécurité devraient offrir des garanties complètes, efficaces et inconditionnelles à tous les États de la région. Septièmement, les différends devraient être réglés par des moyens pacifiques, y compris le recours à la juridiction internationale, afin de ne pas compromettre la paix et la sécurité internationales.

Mon pays aspire à continuer de jouer un rôle efficace au sein de l'ONU et à mener de nouvelles consultations avec les pays de la région pour que des mesures soient rapidement prises en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, car cela accroîtrait les possibilités d'instaurer la paix dans la région alors que nous sommes à la veille d'une solution au conflit israélo-arabe.

Les problèmes de paix, de sécurité, de désarmement et de règlement des différends par des moyens pacifiques devraient être considérés comme la base sur laquelle doivent reposer les principes fondamentaux de coexistence pacifique, de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de non-recours, quel que soit le moment, à la menace ou à l'emploi de la force.

Mon pays se félicite des progrès accomplis dans les discussions portant sur la paix au Moyen-Orient. Nous espérons que d'autres progrès seront réalisés sur tous les plans afin qu'un nouveau chapitre, le chapitre de la paix, puisse s'ouvrir dans notre région et que nous puissions consacrer les ressources économiques et humaines aux fins du développement.

Du fait de sa situation géographique, le Koweït attache une importance particulière à la mise en oeuvre de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Nous partageons le point de vue d'autres pays selon lequel le Comité spécial qui traite de cette question devrait réexaminer la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix à la lumière des changements intervenus sur la scène internationale et de la fin de la guerre froide. Le Comité devrait chercher à intensifier les efforts nationaux et internationaux visant à garantir la paix et la stabilité dans l'océan Indien.

Il existe un lien évident entre le désarmement et le développement. Les dépenses militaires colossales entravent le développement économique et ont un effet négatif sur la portée et la teneur de la coopération économique internationale. L'humanité, arrivée à l'aube du XXIe siècle, semble prête à tourner le dos aux conflits et à utiliser la science et la technique non pas à des fins destructrices, mais pour promouvoir le bien-être de l'humanité. Le Koweït, assailli comme il l'est par de nombreuses crises du fait de la brutale agression de l'Iraq, est convaincu que les relations internationales devraient être régies par les principes de paix, de démocratie, de liberté, de souveraineté, d'égalité entre tous les pays et de coopération pacifique. Nous avons fait l'amère expérience de l'agression et nous espérons qu'elle sera la dernière que nous aurons eue à supporter.

L'ampleur de cette agression a eu un impact mondial, prouvant que la sécurité du Golfe est étroitement liée à la sécurité internationale et que la seule façon d'assurer la stabilité dans le Golfe est d'assurer le respect de la souveraineté de tous les États — grands et petits —, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et un rôle accru de l'Organisation des Nations Unies conformément à la nouvelle approche fondée sur la diplomatie préventive. Il est nécessaire également d'accroître la capacité des Nations Unies à prévenir les menaces par le biais d'un mécanisme de prévision de difficultés. En outre, il est important d'élaborer des plans pratiques pour faire face à tout acte d'agression afin d'écarter de notre région les ravages de la guerre et réaliser la paix, la stabilité et la prospérité.

**M. Amar** (Maroc) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous présenter les vives félicitations de la délégation du Royaume du Maroc pour votre élection à la présidence de la Première Commission. Je ne voudrais pas manquer cette occasion pour féliciter également les autres membres du bureau. Nous sommes persuadés que, sous votre autorité, la Première Commission pourra mener à bien sa tâche avec efficacité et succès. Soyez assuré, Monsieur le Président, que la délégation du Maroc s'emploiera tout au long de nos travaux à vous faciliter la tâche dans l'accomplissement de vos fonctions.

La délégation du Royaume du Maroc exprime ci-après ses vues sur la question du "Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée" en application du paragraphe 16 de la résolution 48/81 adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1993.

Le Maroc se félicite de l'esprit de concertation qui a prévalu lors des négociations avec ses partenaires de l'Union européenne, et réitère son attachement à la Déclaration du Conseil présidentiel de l'Union du Maghreb arabe adoptée lors du Sommet de Tunis de 1990. Dans ce contexte, le Maroc tient à renouveler sa disponibilité à continuer d'oeuvrer, de concert avec les autres partenaires méditerranéens, sur la base des progrès déjà accomplis, pour rendre à la Méditerranée sa vocation originelle de zone de paix, de sécurité et de coopération. À cet égard, il réaffirme la proposition faite par S. M. le Roi Hassan II lors de la réunion de la CSCE à Rome en décembre 1993 d'accueillir au Maroc une réunion ministérielle sur la sécurité et la coopération en Méditerranée. Il réitère également son engagement à respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies et à observer toutes les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États.

Le Maroc reste convaincu de la nécessité de redoubler d'efforts pour éliminer les tensions et leurs causes, et pour résoudre par des moyens pacifiques tous les problèmes de la région sur la base du respect de la souveraineté des États. Il considère que c'est à travers une approche commune et intégrée que doivent être valorisées toutes les potentialités que recèlent les pays des deux rives de la Méditerranée pour édifier puis consolider des relations de bon voisinage fondées sur le dialogue des cultures dans un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle destiné à asseoir de façon durable les fondements d'une sécurité commune conçue sur la base du partenariat politique et économique. De même qu'il estime que pour être portée sur une perception stratégique commune, la configuration future de la Méditerranée dans toutes ses expressions politique, économique, culturelle, démographique et écologique devrait favoriser un esprit de partenariat authentique qui puisse prendre en charge l'ensemble des facteurs actuels ou potentiels de tension, et renforcer la coopération face aux phénomènes déstabilisants tels que les multiples manifestations des activités terroristes ou les déséquilibres persistants entre les deux rives.

De l'avis du Maroc, cette perception stratégique commune de la paix et de la sécurité en Méditerranée peut être adaptée aux spécificités de la sous-région occidentale du bassin méditerranéen afin de jeter les bases d'une coopération inter-méditerranéenne favorisant le développement durable et la réduction des écarts socio-économiques entre les deux rives, conduisant ainsi à la stabilité et à la prospérité partagée.

Le Maroc demeure convaincu que le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée peut contribuer de manière décisive à l'instauration d'un ordre mondial respectueux des droits fondamentaux des États tels que reconnus par la Charte des Nations Unies. À cet effet, il estime nécessaire d'élargir aux pays de la rive Sud la participation aux mécanismes existants chargés de la sécurité et de la coopération, tels que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, afin de leur permettre d'expérimenter leurs sensibilités et apporter leur contribution active aux objectifs poursuivis. De même, il importe, plus que jamais, d'établir un cadre collectif pour gérer les préoccupations et les aspirations des pays riverains et donner une impulsion nouvelle et audacieuse à leurs relations politiques, économiques et culturelles.

Le Royaume du Maroc demeure conscient de la nécessité de poursuivre le dialogue et la concertation pour doter la coopération méditerranéenne de moyens adéquats adaptés aux spécificités et aux conditions stratégiques du

bassin occidental de la Méditerranée en tant qu'espace de développement et de solidarité effective. Pour ce faire, le développement d'un véritable partenariat s'impose en tant que facteur de renforcement de l'intégration régionale sur la base de la complémentarité réciproque des deux rives en matière économique et financière. La mise en place de mécanismes facilitant le flux des investissements productifs accompagnée d'accords de partenariat effectif et de transferts technologiques constituent autant de facteurs d'impulsion de la coopération inter-méditerranéenne pour une gestion rationnelle des ressources naturelles et pour le développement des infrastructures de la région.

En matière de désarmement, le Maroc adhère pleinement aux efforts entrepris dans le cadre du désarmement général et complet, visant la conclusion d'un traité interdisant les essais nucléaires dans tous les environnements et la révision du Traité sur la non-prolifération nucléaire dans l'optique de la Conférence de révision de 1995 afin de l'actualiser, de le rendre non discriminatoire et véritablement universel. Il considère qu'un régime de non-prolifération global et mondial peut être renforcé par la création de zones exemptes d'armes nucléaires, le démantèlement des armes de destruction massive et le renforcement de la confiance entre les États. Tout en étant conscient des limites du Traité sur la non-prolifération nucléaire, le Maroc appelle tous les États, en particulier ceux qui sont dotés de l'arme nucléaire, à y adhérer. En outre, il insiste sur la nécessité de dégager un équilibre entre, d'une part, le souci de la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et, d'autre part, les exigences du transfert de technologie à des fins de développement.

La nature a voulu que le Maroc soit, avec l'Espagne, le gardien du détroit de Gibraltar, clef de la Méditerranée. Lieu stratégique de première importance, ce détroit est également synonyme de responsabilité en ce qui concerne la sécurité, particulièrement en Méditerranée occidentale. Cependant, malgré sa position à l'extrême occident de la Méditerranée, le Maroc reste concerné par l'ensemble de cette aire qu'il considère comme une aire indivisible. C'est dans cette optique que le Maroc a toujours porté un intérêt particulier et soutenu à sa partie orientale, zone de troubles s'il en est.

Une année après la signature, à Washington, de la Déclaration de principes sur l'autonomie limitée à Gaza et Jericho entre l'OLP et Israël, le Royaume du Maroc constate que le processus de paix au Moyen-Orient suit son cours à un rythme sûr et soutenu qui inspire l'optimisme pour la première fois depuis des décennies. Il reste fermement convaincu que la logique de la violence et de la guerre

ne peuvent aboutir à des solutions permanentes. Par conséquent, il engage les parties au Moyen-Orient à intensifier le dialogue afin d'aboutir à un accord susceptible de tourner définitivement la page des conflits armés et des tragédies, et à inaugurer une nouvelle étape dans l'histoire tumultueuse de la région marquée par la paix, la coopération et la solidarité.

Dans ce contexte, le Royaume du Maroc accueille à Casablanca, du 30 octobre au 1er novembre 1994, la Conférence économique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, sous le coparrainage des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie, qui dessinera les contours du développement économique et social de cette vaste région.

Cette conférence constituera une étape déterminante pour le futur du processus de pacification, de stabilisation et de développement de la région. Elle intervient deux années après la Conférence de Madrid et un an après la Déclaration de Washington et sera d'une extrême importance dans la mesure où elle va permettre à la communauté internationale d'apprécier et de mesurer le degré de détermination des pays, des organisations internationales et des investisseurs privés de renforcer le processus de paix par une coopération régionale et un développement économique commun et équilibré, et sera l'occasion de prendre connaissance du formidable potentiel que notre région peut dégager une fois la paix retrouvée.

Cette conférence va esquisser la carte d'un monde arabe qui réfléchit et s'organise en termes de croissance, de développement et de prospérité partagés par le plus grand nombre, un monde arabe ouvert au partenariat et à l'échange et qui veut fonder son devenir sur une stratégie de coopération, et non pas sur une politique de repli et de confrontation.

La décision du Maroc d'abriter cette première conférence sur le futur économique de cette région a été prise avec lucidité et responsabilité, dans la continuité et la cohérence de la politique mise en oeuvre par S. M. le Roi Hassan II depuis des années.

Dans le domaine de l'environnement, le Maroc désire voir s'instaurer une coopération entre les deux rives de la Méditerranée pour préserver le milieu marin et protéger ses ressources, pour lutter efficacement contre la pollution dans les espaces maritimes et pour coordonner les actions conjointes en cas de catastrophes naturelles ou autres.

Pour ce qui est du domaine culturel, le Maroc souhaite renouveler sa disponibilité à donner une nouvelle impulsion



aux échanges culturels entre les pays des deux rives de la Méditerranée. À cet égard, il réaffirme sa conviction que le dialogue entre les civilisations des deux rives méditerranéennes permettra de valoriser les patrimoines culturels des pays riverains et contribuera sans aucun doute au renforcement de la compréhension, à la promotion de la culture et au rapprochement des peuples de cette région.

S'agissant des flux migratoires, le Royaume du Maroc considère ces derniers comme étant des facteurs de liaison, de tolérance et de coexistence entre les cultures et les religions baignant les deux rives de la Méditerranée. Dans la perspective de la mise en place des ensembles maghrébin et européen, cette dimension humaine du renforcement de la sécurité et de la coopération en Méditerranée prendra plus de relief et bénéficiera d'une attention accrue de la part des pays d'accueil en vue de l'amélioration des conditions de séjour et d'insertion de la communauté maghrébine.

En conclusion, le Royaume du Maroc ne saurait trop insister sur la relation intime qui existe entre la sécurité et la coopération dans l'espace méditerranéen et la nécessité d'instaurer un partenariat authentique entre les pays des deux rives de cette mer commune qu'est la Méditerranée.

Le Maroc, pays ouvert au dialogue des cultures et des civilisations, encourage toutes les initiatives qui concourent à rapprocher les deux rives de la Méditerranée et à renforcer leur coopération. Ainsi pourra-t-on les faire évoluer vers plus de complémentarité, de solidarité et de sécurité tout en consolidant la paix et la prospérité dans la région.

**M. Pak** (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre élection à la présidence de cette importante Commission. Je suis convaincu que, sous votre direction éclairée, et grâce à vos qualités de fin diplomate, la Première Commission mènera à bien l'examen de toutes les questions inscrites à son ordre du jour.

Depuis la fin de la guerre froide, l'humanité attendait pleine d'espoir de voir s'instaurer une paix durable. En réalité, toutefois, le monde reste instable à cause de la menace de guerre, en particulier de la menace d'une guerre nucléaire.

Plusieurs accords conclus entre les États-Unis et la Fédération de Russie dans le domaine du désarmement nucléaire représentent un pas dans la bonne direction. Toutefois, ce ne sont que des accords et des promesses; ils

ne garantissent en aucun cas à l'humanité qu'elle est à l'abri de la menace d'une guerre nucléaire.

Le point de départ du désarmement nucléaire réside, à mon avis, dans l'attitude et la position adoptées à l'égard de l'existence des armes nucléaires. L'intention inébranlable de posséder des armes nucléaires présuppose l'emploi desdites armes à tout moment. Les États dotés d'armes nucléaires essaient de légaliser la détention d'armes nucléaires sous prétexte qu'elles constituent un moyen d'attaque préventive, de représailles et de dissuasion contre la guerre.

Parmi les États dotés d'armes nucléaires, certains n'excluent pas la possibilité d'utiliser ces armes au prétexte de ce que l'on appelle une riposte souple, alors que d'autres soutiennent qu'aussi bien les guerres nucléaires que les guerres conventionnelles doivent être contrées avec des armes nucléaires. Nous regrettons que certains pays soient même allés jusqu'à renoncer officiellement au principe du non-recours aux armes nucléaires, qu'ils ont défendu pendant plusieurs dizaines d'années, même après la fin de la guerre froide. Cette évolution négative contribue à renforcer la méfiance entre les États dotés d'armes nucléaires, ce qui accélère la course aux armes nucléaires et fait obstacle à tout progrès dans les discussions réellement consacrées au désarmement nucléaire général.

Ma délégation estime que la menace de guerre nucléaire et de prolifération des armes nucléaires persistera tant que les États dotés d'armes nucléaires n'auront pas renoncé à utiliser les armes nucléaires.

À cet égard, je voudrais faire quelques observations sur la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Ma délégation estime que le TNP devrait viser l'abolition totale des armes nucléaires et la disparition de la menace d'une guerre nucléaire dans le monde. Mais le TNP est un traité injuste et discriminatoire, qui a reconnu aux États dotés d'armes nucléaires le droit légitime de posséder et d'utiliser l'arme nucléaire tout en conférant aux États non dotés d'armes nucléaires des obligations qui ne sont pas raisonnables à l'égard de la non-prolifération.

Au cours des 25 dernières années, le Traité a permis aux États dotés d'armes nucléaires de continuer à produire massivement, à stocker et à améliorer les armes nucléaires tandis qu'il a imposé des sanctions, exercé des pressions et fait du chantage à l'encontre des États non dotés d'armes nucléaires à propos de leurs activités nucléaires pacifiques au prétexte qu'ils pourraient mettre au point des armes nucléaires.

La prorogation illimitée et sans conditions du TNP qui est proposée vise donc à légitimer un monopole permanent et l'utilisation de l'arme nucléaire par les États dotés d'armes nucléaires et à placer le monde sous la menace perpétuelle d'une guerre nucléaire.

Les États dotés d'armes nucléaires doivent donner aux États non dotés d'armes nucléaires des assurances de sécurité négatives sans conditions et conclure immédiatement un traité sur la non-utilisation des armes nucléaires, de même qu'un traité interdisant totalement la fabrication et l'utilisation de ces armes. Ils devraient aussi fixer un calendrier pour l'abolition complète des armes nucléaires.

Ces mesures seront les premières du processus visant à rendre sans objet l'existence d'armes nucléaires sur notre planète; elles auront un effet positif sur les travaux en cours qui portent sur la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

À sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution — 46/36 L — sur le Registre des armes classiques des Nations Unies. À cette époque, beaucoup d'entre nous ont exprimé l'espoir que le Registre des armes classiques des Nations Unies favoriserait la réalisation du désarmement par un contrôle et une réduction des transferts d'armes classiques, y compris les transferts d'armes de destruction massive, et par l'instauration de la confiance entre les États Membres. Mais, il est à craindre que le Registre des armes classiques des Nations Unies n'ait favorisé ni l'instauration de la confiance ni le désarmement. Les exportations d'armes n'ont nullement diminué, et pis encore, les armes modernes sont concentrées dans des zones de conflits ou de conflits potentiels, ce qui aggrave la situation qui sévit dans ces zones. Tous ces faits indiquent que le Registre des armes classiques des Nations Unies fait de la publicité pour les armes modernes et sophistiquées ainsi que pour leur commerce, suscitant ainsi la méfiance parmi les États Membres et déclenchant une course aux armements pour accélérer l'acquisition d'armes. Pour se montrer à la hauteur de l'objectif visé, le Registre des armes classiques des Nations Unies devrait comprendre des mesures telles qu'une interdiction des exportations d'armes ainsi que l'enregistrement et le retrait d'armes et d'installations militaires déployées à l'étranger.

Le Registre peut avoir un effet négatif ou positif sur le désarmement selon la région. C'est pourquoi, on ne saurait affirmer que le Registre a une portée universelle. La transparence est nécessaire pour l'instauration de la confiance et pour le désarmement, mais elle ne l'est pas en soi. La transparence dans des zones déstabilisées favorisera la

méfiance, encouragera la course aux armements et favorisera le commerce des armes au lieu d'instaurer la confiance.

La région de l'Asie du Nord-Est demeure instable, en raison d'une politique de guerre froide que n'ont cessé de poursuivre certains pays, même après l'effondrement de la structure de la confrontation Est-Ouest et de la guerre froide. La prolifération des armes de destruction massive, le renforcement des forces armées et les manœuvres militaires de grande envergure sont devenus courants, et les différends et confrontations s'aggravent dans la région.

La péninsule coréenne est la zone la plus instable du monde; d'énormes forces armées y sont déployées face à face le long de la ligne de démarcation militaire. La paix et la sécurité dans cette région de l'Asie du Nord-Est et dans le reste du monde sont directement liées à l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne. Le règlement radical de la question nucléaire est essentiel pour désamorcer les tensions et établir une paix durable dans la péninsule coréenne.

La question nucléaire dans la péninsule coréenne est une question politique et militaire qui doit être réglée de façon bilatérale par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique étant donné ses origines, sa nature et sa substance. La question nucléaire est le fait des États-Unis qui ont déployé des armes nucléaires en Corée du Sud et qui nous ont soumis à des menaces nucléaires permanentes, tout en suscitant la suspicion nucléaire. C'est pourquoi, cette question ne peut être réglée par des méthodes techniques comme les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Et il va de soi que nous ne saurions laisser une question militaire et politique aussi importante entre les mains de l'AIEA, qui se montre encore plus partielle en s'acquittant de sa tâche, si on considère son parti-pris à l'égard de mon pays.

Compte tenu de ces considérations, mon pays a maintenu sa position logique, à savoir que la question nucléaire doit être réglée par le dialogue et par des négociations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique.

Le camarade Kim Il Sung, le grand dirigeant du peuple coréen, lorsqu'il a rencontré en juin dernier, M. Jimmy Carter, ancien Président des États-Unis, a déclaré que l'instauration de la confiance entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique serait vitale pour le règlement de la question nucléaire, lequel devrait être le fruit du dialogue et de négociations entre les deux pays. À la troisième reprise des pourparlers à Genève,

en août dernier, la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique, dont les relations ne sont pas normales, sont parvenus à un accord sur des objectifs finals clairs pour le règlement des questions nucléaires et d'autres questions encore en suspens.

Les délégations officielles de la République populaire démocratique de Corée et des États-Unis d'Amérique ont signé aujourd'hui à Genève — à la seconde session de la troisième série de pourparlers qui avait commencé le 23 septembre — un accord-cadre entre les deux pays pour le règlement complet de la question nucléaire dans la péninsule coréenne.

Le respecté chef suprême, le camarade Kim Jong Il, Président de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée, a donné pour instruction au chef de la délégation de la République populaire démocratique de Corée aux pourparlers entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique de signer cet accord-cadre. L'accord adopté lors des pourparlers est un document important par lequel la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique s'engagent à faire ce qu'il faut pour résoudre la question nucléaire, comme le remplacement des réacteurs modérés au graphite de la République populaire démocratique de Corée par des réacteurs à eau légère, la normalisation des relations politiques et économiques entre les deux pays, la dénucléarisation de la péninsule coréenne et l'établissement de la paix et de la sécurité dans cette dernière, ainsi que le renforcement du système de non-prolifération nucléaire.

L'Accord-cadre est un événement décisif dans le règlement de la question nucléaire dans la péninsule coréenne, étant donné qu'il définit un ensemble de mesures à prendre des deux côtés. L'Accord-cadre traduit de manière suffisante et satisfaisante la position logique de la République populaire démocratique de Corée sur le règlement de la question nucléaire et les initiatives actives qu'elle a prises à cette fin. Mis en oeuvre sans heurts, il contribuera largement à dissiper l'hostilité des relations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis et à instaurer la confiance entre les deux pays et à faire finalement disparaître la prétendue suspicion nucléaire.

Toutefois, les autorités sud-coréennes, extrêmement irritées et gênées par l'évolution des pourparlers entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique, ont essayé de mettre un frein aux pourparlers en adjurant les États-Unis d'Amérique de ne pas faire de concessions. Néanmoins, les pourparlers entre la

République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique se sont poursuivis et ont abouti à une conclusion heureuse. Comme dit un proverbe coréen : «Les chiens aboient, mais la caravane passe».

J'invite donc instamment les autorités sud-coréennes et les pays qui ne se sont pas montrés favorables au règlement pacifique de la question nucléaire à ne pas entraver la mise en oeuvre de l'Accord-cadre adopté aujourd'hui, à Genève.

De même que Rome n'a pas été construite en un jour, la méfiance entre les deux pays, qui a régné pendant près d'un demi-siècle, ne peut disparaître en un ou deux jours. Si la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique parviennent à instaurer une confiance libérée de toute notion de confrontation et à mettre en oeuvre l'Accord-cadre, la question nucléaire dans la péninsule coréenne sera certainement réglée.

Un moyen important de désamorcer les tensions et d'instaurer la paix dans la péninsule coréenne serait de remplacer la Convention d'armistice en Corée par un accord de paix et d'instituer un nouvel arrangement de paix pour remplacer le mécanisme d'armistice en vigueur.

La Convention d'armistice en Corée, signée dans les années 50, est une mesure provisoire qui envisage la suspension des activités militaires entre les parties belligérantes et la transformation ultérieure de la Convention d'armistice en accord de paix.

La Convention d'armistice, au paragraphe 60 de l'article IV, stipule que, pour contribuer à instaurer une paix durable dans la péninsule coréenne, une conférence politique de haut niveau devrait avoir lieu entre les deux parties. Mais cette conférence politique n'a toujours pas été convoquée, et cet armistice instable est en vigueur depuis longtemps.

Quoique la Convention d'armistice et le mécanisme d'armistice existent depuis près d'un demi-siècle, ils ont été nominaux et négligeables, n'ayant réussi ni à empêcher ni à freiner l'introduction d'armes nucléaires en Corée pas plus que le renforcement des armements de l'extérieur, l'accroissement de l'arsenal militaire et les manoeuvres militaires à grande échelle.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a fait une proposition détaillée aux États-Unis pour que les deux pays engagent des négociations en vue d'arriver à un accord sur l'instauration d'une paix durable et de remplacer le système désuet d'armistice, et il

a pris par la suite des mesures concrètes pour instituer un nouveau système de sécurité dans la péninsule coréenne.

La République populaire démocratique de Corée et la République populaire de Chine, parties à la Convention d'armistice, ont retiré leurs délégations de la Commission militaire d'armistice, et la République populaire démocratique de Corée a établi un bureau représentatif de l'Armée populaire coréenne à Panmunjom, qui sert de mécanisme de règlement des questions de paix et de sécurité par la négociation.

Étant donné que la non-agression a été déclarée dans l'Accord sur la réconciliation, la non-agression, la collaboration et les échanges entre le nord et le sud, conclu en 1992, la mise en place d'un nouvel accord de paix garantira juridiquement la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne.

À cet égard, nous comptons que l'Organisation des Nations Unies prête dûment attention au fait que le drapeau des Nations Unies, en tant que partie ennemie de la République populaire démocratique de Corée, continue de flotter face à notre drapeau sur la ligne de démarcation militaire. Nous attendons également de l'ONU qu'elle joue son rôle et instaure une paix durable dans la péninsule coréenne, étant donné qu'elle a accepté que son nom soit utilisé lors de la signature de la Convention d'armistice.

Si l'Organisation des Nations Unies ne corrige pas ce qu'elle a fait dans le passé en traitant de la question coréenne, sa crédibilité sera mise en cause par les petits pays, qui représentent la majorité des Membres de l'ONU.

Une paix et une sécurité durables dans la péninsule coréenne ne pourront être garanties que lorsque le pays aura été réunifié.

Le Gouvernement et le peuple de la République populaire démocratique de Corée déploient depuis longtemps tous les efforts possibles pour parvenir à la réunification du pays conformément aux propositions de réunification, tels les trois principes d'indépendance, de réunification pacifique et de grand rassemblement national; à la proposition d'établissement d'une République confédérative démocratique de Koryo; et au Programme en 10 points sur le grand rassemblement de l'ensemble de la nation pour la réunification du pays.

Le Programme en 10 points sur le grand rassemblement de l'ensemble de la nation pour la réunification du pays, qui a été présenté en avril 1993 par le camarade Kim

Il Sung, le grand dirigeant du peuple coréen, est un programme directeur visant à mettre fin à une ère de division et d'affrontement et à assurer la réunification indépendante et pacifique du pays.

Le Programme en 10 points déclare que le nord et le sud devraient former un État unique, pan-national, qui regrouperait tous les partis, toutes les collectivités et tous les membres de la nation, représentant la société dans toute sa diversité, tout en conservant les deux systèmes et les deux gouvernements du nord et du sud, tels qu'ils existent à l'heure actuelle. L'État unifié pan-national devrait être une confédération au sein de laquelle les deux gouvernements régionaux — ceux du nord et du sud — seraient représentés sur un pied d'égalité et un État indépendant, pacifique, neutre et non aligné qui ne serait inféodé à aucune grande puissance. L'instauration d'un État unique et pan-national sur la base d'une confédération apporterait naturellement une solution à la question d'un règlement de paix prévoyant la dénucléarisation, le désarmement et l'élimination des tensions dans la péninsule coréenne.

La promotion d'un dialogue nord-sud sera un facteur clef dans la réalisation de la réunification indépendante et pacifique du pays.

Les principaux obstacles aux échanges humanitaires, au dialogue et aux contacts entre le nord et le sud sont constitués par la «Loi sur la sécurité nationale de la Corée du Sud», qui définit ses compatriotes comme des ennemis, et par le mur de béton qui sépare le nord et le sud, symbole de division et d'affrontement. Par conséquent, toutes les barrières juridiques et physiques doivent être éliminées rapidement si nous voulons atteindre nos objectifs, à savoir : liberté de voyager et d'avoir des contacts, coopération et échanges entre le nord et le sud, et unité nationale. Cela est non seulement l'exigence unanime de tous les peuples de Corée et du monde, mais aussi la tendance de notre époque.

Nous ferons tout notre possible pour éliminer les obstacles et les difficultés qui subsistent dans la voie de la réunification nationale et pour assurer la réunification en encourageant un dialogue entre le nord et le sud.

**M. Illueca** (Panama) (*interprétation de l'espagnol*) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous exprimer, ainsi qu'aux autres membres du bureau, toutes nos félicitations à l'occasion de votre élection. Le bilan remarquable de vos activités aux niveaux régional, national et international honorent la Commission et ajoute à son prestige; c'est aussi une source de fierté pour votre pays et l'Amérique

latine dans son ensemble. Votre sagesse, votre expérience, vos compétences, votre rigueur morale et vos éminentes qualités professionnelles nous assurent du succès des travaux de la Première Commission. Je n'ai nul besoin de vous dire que vous pouvez compter sur notre appui enthousiaste.

Les pays de l'isthme centraméricain — Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama — au nom desquels j'ai l'honneur de prendre la parole à la Commission, appuient fermement les efforts concertés déployés par la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement pour arriver à un désarmement général et complet fondé sur un contrôle international efficace, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux buts et objectifs de la Charte des Nations Unies.

Lors du débat général tenu au début de la présente session, les États centraméricains ont exprimé leur volonté politique et leur souhait de voir le climat international actuel servir à donner une impulsion nouvelle aux négociations multilatérales sur la mise au point d'accords concrets relatifs aux questions prioritaires de désarmement, notamment à celles revêtant une importance particulière et qui ont trait au désarmement et au développement dans les relations internationales contemporaines.

Il est certain que l'opinion publique internationale aspire à l'arrêt définitif des essais nucléaires dans tous les milieux et par tous les États en tant que condition préalable indispensable au désarmement total et à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous devons apporter notre appui aux négociations relatives à l'élaboration d'un traité universel sur l'interdiction totale des essais nucléaires qui ont été entamées par la Conférence du désarmement grâce au rôle dirigeant compétent joué par son Président, le représentant du Mexique, Miguel Marín Bosch.

Il convient aussi d'accorder la priorité à d'autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, comme l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, la prévention de la guerre nucléaire, les garanties de sécurité pour tous les États non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires, les moyens de prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et les nouveaux types d'armes de destruction massive et systèmes de ces armes, dont les armes ionisantes.

La communauté internationale attache une grande importance à l'examen de la question de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs sous tous ses aspects ainsi que le rapport préparé à ce sujet par le Secrétaire général. Dans sa résolution 48/75 C, l'Assemblée générale exprimait l'intention de transmettre ce rapport à un groupe d'experts intergouvernemental représentatif pour qu'il en prenne connaissance et fasse des suggestions au sujet de son examen ultérieur par la communauté internationale au sein des différentes instances multilatérales de désarmement. Cette question, inscrite à l'ordre du jour de la présente session, doit faire l'objet en temps opportun d'un examen approfondi par la Conférence du désarmement, qui, selon la volonté unanimement exprimée par l'Assemblée générale, est la seule instance dont dispose la communauté internationale pour mener des négociations multilatérales sur les questions de désarmement.

En ce qui concerne les préparatifs de la Conférence des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1995, nous reconnaissons avec le Président, M. Luis Valencia Rodríguez, que même s'il s'agit là d'une question que la Commission ne doit pas aborder directement, nos travaux peuvent néanmoins contribuer à créer un cadre favorable à ces négociations. Dans le même ordre d'idées, et ainsi que le conseille le Président Valencia, il faut imprimer un élan aux tâches que doit accomplir la Conférence du désarmement dans la négociation d'un traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles destinées à des armes nucléaires ou à d'autres explosifs nucléaires.

Il devient chaque jour plus évident que la création effective de zones dénucléarisées constitue une première étape nécessaire pour atteindre l'objectif suprême qu'est l'élimination des armes de destruction massive. Notre région, grâce aux efforts visionnaires déployés par l'apôtre du désarmement, Alfonso García Robles, dispose aujourd'hui du Traité de Tlatelolco sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui, avec la récente adhésion de l'Argentine, du Brésil et du Chili au Traité, la ratification par Saint-Kitts-et-Nevis et l'adhésion annoncée par Cuba, entrera bientôt pleinement en vigueur, conférant ainsi à l'Amérique latine l'honneur historique d'être la première zone totalement dénucléarisée dans le monde.

Le fonctionnement efficace du Registre des armes classiques est essentiel pour prévenir les importations et exportations illégales et les incidences négatives qui s'ensuivent sur le maintien de la paix et les efforts faits pour freiner le crime international. Par ailleurs, il faut reconnaître

que la Conférence du désarmement n'a pas réuni le consensus nécessaire au rétablissement du mandat du Comité spécial chargé d'examiner la transparence en matière d'armements. Bien que certains pays ne soient pas favorables au maintien du Registre, son utilité ne saurait être niée dans le monde instable actuel, car il constitue un outil important pour parvenir à l'élimination du trafic d'armes lié à des activités de déstabilisation comme le terrorisme, le trafic de stupéfiants et les délits de droit commun. Dans une certaine mesure, le Registre contribuera à rendre pleinement effective la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi qu'au Protocole I relatif aux éclats non localisables, au Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs, et au Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires.

Le travail en cours de réalisation avec la participation d'un groupe d'experts sur les moyens de rendre efficaces les mécanismes de vérification du respect intégral des dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes bactériologiques ou à toxines mérite, de l'avis des États centraméricains, de recevoir la plus grande priorité.

Par ailleurs, tous les États, et particulièrement les plus développés, sont appelés, pour des raisons évidentes, à favoriser l'adhésion universelle à la Convention mondiale sur les armes biologiques et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction, afin que ces instruments entrent en vigueur dès que possible. Nous attendons beaucoup à ce sujet de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, que préside M. Marín Bosch.

L'arrêt de l'exportation des mines terrestres antipersonnel doit aller au-delà d'un moratoire et inclure la cessation de l'exportation, du transfert ou de l'acquisition de ces mines et d'autres dispositifs apparentés. L'humanité fait face à une terrible menace du fait qu'il existe encore près de 85 millions de mines terrestres non désamorçées dans le monde, notamment dans les régions rurales. Les décès, les blessures et les mutilations causées par ces mines entraînent des pertes humaines et économiques considérables. L'Assemblée générale, qui s'est prononcée l'an dernier sur cette question, doit exercer des pressions en faveur de l'adoption de mesures propres à faire cesser l'exportation de mines terrestres antipersonnel. La résolution adoptée à ce sujet transmettra le message implicite que l'opinion publique

envoie aux États responsables de la pose de ces mines et leur rappellera l'obligation morale et juridique qui leur incombe de contribuer aux coûts afférents aux travaux de localisation et d'enlèvement de ces mines, qui portent atteinte au droit de l'homme intrinsèque de la population civile d'exercer toutes ses activités quotidiennes dans la paix, la tranquillité et la sécurité, en participant directement à ces travaux par l'affectation de personnel technique et des équipes spécialisées.

Enfin, je tiens à redire que nos pays sont pour la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement, car il est clairement justifié, en cette période de l'après-guerre froide, de procéder à une évaluation des progrès réalisés et des mesures qu'il convient d'adopter par consensus au sujet du désarmement général.

Comme l'a affirmé à l'Assemblée un représentant de notre région,

«L'Amérique centrale est en voie de se sortir, bien que douloureusement, des grandes difficultés subies pendant deux décennies de crise profonde et d'effusions de sang. Un quart de million de victimes : voilà le prix tragique et démesuré que la guerre froide a coûté aux Centraméricains.

Des milliards de dollars ont été employés à la destruction et à l'affrontement militaire fratricide. Et aujourd'hui, malheureusement, les ressources investies dans la construction de nouvelles démocraties et de nouvelles économies sont rares.

Tel est le défi que doivent relever l'Amérique centrale et la communauté internationale.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, séances plénières, 6e séance, p. 2*)

Il convient de rappeler à cet égard que la fin de la guerre froide a engendré la possibilité de compter sur un «dividende de la paix» au cas où l'on réaliserait des progrès substantiels dans le domaine du désarmement. Logiquement cela donnerait un élan non seulement aux économies des pays en développement, mais également au règlement de la crise financière des Nations Unies, qui sape la capacité opérationnelle de l'Organisation et qui a été exposée de façon dramatique par le Secrétaire général dans sa déclaration à l'Assemblée générale, le 12 octobre 1994.

Le dernier rapport du Secrétaire général sur la relation qui existe entre le désarmement et le développement (A/49/476) fait allusion au contraste qui existe entre les

hauts niveaux des dépenses pour les armements et les ressources relativement modestes qui sont nécessaires pour faire face aux besoins mondiaux en matière de santé, d'éducation et de sécurité écologique. En conséquence, ceux qui affirment que le monde est super-armé et sous-développé ne se trompent guère. De grandes réductions dans les dépenses militaires s'imposent en cette ère d'après-guerre froide, et il faut oeuvrer au redéploiement, à la réorientation et à la transformation des ressources à des fins non militaires, même si nous comprenons que cette tâche se heurte à de nombreux obstacles et à de nombreuses difficultés. Il est nécessaire de procéder à un examen critique de toute la question pour mettre au point des directives et des orientations qui pourraient déterminer les activités futures dans ce domaine. De l'avis du Secrétaire général, cet examen pourrait avoir lieu pendant le Sommet mondial sur le développement social qui se tiendra en 1995 à Copenhague, et qui a ouvert à nos pays un horizon d'espoirs.

**M. Seydou** (Niger) : Nous sommes à une heure assez avancée de nos travaux, mais je m'en voudrais, prenant la parole pour la première fois au sein de la Première Commission, de ne pas vous adresser, Monsieur le Président — ainsi qu'aux autres membres du bureau, par votre intermédiaire — les félicitations de la délégation du Niger pour votre élection ainsi que pour la manière efficace dont vous dirigez les travaux de la Première Commission.

La fin des antagonismes Est-Ouest offre de manière incontestable à la communauté internationale une chance unique d'accomplir des progrès significatifs dans le domaine du désarmement et de la réduction des armements. Toutefois, si nos États ne saisissent pas cette unique chance, nous nous trouverons dans la situation anachronique d'un monde à l'abri d'une confrontation planétaire mais qui serait incapable d'assurer dans maintes régions la paix et la sécurité.

Les situations au Rwanda, en Somalie et en Bosnie-Herzégovine, pour ne citer que celles-là, illustrent de façon éloquente combien la question de la sécurité internationale est complexe, mais aussi combien il est nécessaire de l'aborder dans une perspective intégrée et globale.

Le Niger se félicite des progrès déjà réalisés par les puissances nucléaires dans la réduction de leurs arsenaux au cours de ces dernières années. Les négociations engagées par les puissances nucléaires, de même que les accords et traités auxquels elles sont parvenues, constituent sans aucun doute une victoire pour toute l'humanité.

Cependant, ces accords et traités ne sauraient remplacer le système de sécurité collective qui, en conformité avec les dispositions de la Charte des Nations Unies, devraient englober et concerner tous les États.

La Convention sur les armes chimiques de même que celle sur les armes biologiques témoignent des résultats auxquels la communauté internationale peut aboutir dans le bannissement des armes de destruction massive. C'est pourquoi le Niger est très attentif aux questions soulevées par la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération prévue pour l'année prochaine.

Il se félicite, à cet égard, des avancées réalisées dans le cadre des réunions préparatoires et espère que les différents obstacles qui subsistent encore pourront être levés à temps, pour permettre d'atteindre l'idéal de l'extension indéfinie de cet important traité.

Pour ce faire, il serait notamment utile que les efforts de réduction en cours s'accroissent de façon significative et dans des délais acceptables; de même qu'il serait utile que des progrès rapides soient réalisés sur la voie d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

À cet égard, les moratoires unilatéraux proclamés par certaines puissances nucléaires devraient être maintenus, de même qu'il est temps que les puissances qui procèdent encore à des essais puissent les arrêter.

Enfin, il semble légitime à ma délégation que les garanties négatives demandées depuis longtemps par les États non détenteurs de l'arme nucléaire et qui se sont engagés à ne pas en acquérir puissent leur être données de façon à dissiper le climat de suspicion sur une question dont l'heureux aboutissement profiterait à l'humanité tout entière.

Le Niger est également d'avis que le caractère universel du Traité sur la non-prolifération doit être recherché et préservé, et lance en cela un appel aux pays n'ayant pas encore adhéré à ce traité à le faire dans l'intérêt de la paix et de la confiance dans la région à laquelle ils appartiennent, et de façon plus générale, dans celui de la paix et de la sécurité internationales.

Qu'il me soit permis ici d'évoquer, pour m'en féliciter, les efforts accomplis à travers le monde en vue de l'instauration des zones de paix, et en particulier l'élaboration d'un traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. La signature et la mise en oeuvre rapide de ce traité contribueront grandement à l'instauration de la confiance entre les

pays du continent, qui pourront alors consacrer leurs énergies aux tâches prioritaires de développement.

La question des armes classiques demeure des plus préoccupantes, surtout depuis que la crainte d'une confrontation entre blocs a fait place à de multiples conflits régionaux qui mettent en danger la stabilité, la paix et la sécurité dans les régions affectées. C'est dans le but d'aider au règlement de ce problème que le Niger appuie l'ouverture du Registre sur les armes classiques, à la tenue duquel il participe par la communication régulière d'informations.

Mon pays demeure gravement préoccupé par le danger que représentent les mines antipersonnel et c'est pourquoi, nous appuierons toute initiative visant à instituer un contrôle fiable de ces engins de mort, englobant aussi bien leur production que leur transfert et leur utilisation.

Mon pays apprécie hautement le soutien apporté par le Secrétaire général de notre Organisation à l'initiative prise par le Président de la République du Mali sur le contrôle des petites armes illicites qui circulent dans notre sous-région. Nous serons heureux de pouvoir collaborer étroitement avec la mission qui sera dépêchée très prochainement au Niger dans le cadre de cette initiative.

L'éducation en matière de désarmement doit également être encouragée car, de nature à mieux faire comprendre et partager les préoccupations en matière de désarmement et de paix. Aussi, le Niger estime que des moyens doivent être mis à la disposition des bureaux de désarmement et en particulier, du Centre régional pour l'Afrique, situé au Togo.

**M. Azwai** (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Au nom de ma délégation, j'ai le grand plaisir de vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du bureau, à l'occasion de votre élection à la Première Commission et pour la manière dont vous menez nos travaux, et vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de votre mandat.

La Jamahiriya arabe libyenne attache beaucoup d'importance aux questions du désarmement et de la sécurité internationale car elle estime que l'existence de divers types d'armes de destruction massive représente un danger et une menace pour la paix et la sécurité mondiales. En participant aux travaux des conférences et réunions internationales consacrées à ces questions, la Jamahiriya a contribué à la formulation de nombreuses résolutions et joue un rôle important dans les réunions du Comité préparatoire de la

Conférence d'examen de 1995 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Nous espérons que la Commission parviendra à un accord prenant en considération les préoccupations de tous les États parties au Traité, notamment en ce qui concerne sa prorogation. Ma délégation tient à confirmer une fois de plus qu'elle trouve difficile d'accepter une prorogation indéfinie du Traité, essentiellement pour les raisons suivantes : premièrement, le déséquilibre persistant en matière de sécurité dans la région du Moyen-Orient, du fait qu'Israël est doté d'une capacité nucléaire; deuxièmement, la disparité entre les positions des États arabes et d'Israël en ce qui concerne leur engagement vis-à-vis du régime de non-prolifération, ainsi qu'en témoigne l'adhésion ou la non-adhésion au Traité sur la non-prolifération ou la conclusion des accords de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); troisièmement, l'absence de garanties de sécurité crédibles pour les États non nucléaires du fait que les États dotés d'armes nucléaires ne se sont pas acquittés pleinement de leurs engagements quant aux mesures efficaces de désarmement en matière d'armes nucléaires; quatrièmement, l'absence de tout progrès dans la création d'un régime de non-prolifération au Moyen-Orient, y compris la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive; et cinquièmement, les politiques d'exportation restrictives encore appliquées par les exportateurs de matériel nucléaire technique à des fins pacifiques en direction des pays en développement qui sont parties au Traité.

Mon pays souhaite saluer encore une fois la résolution 48/7 de l'Assemblée générale adoptée à la dernière session sur l'aide au nettoyage des mines. Nous soutenons les mesures présentées dans cette résolution afin que la communauté internationale puisse se débarrasser de ces mines et des autres engins non explosés.

La Jamahiriya arabe libyenne est un État qui fait encore face à ce grave problème dans toute sa dimension en raison des champs de mines et des pièges explosifs semés sur son sol et sur ses rives pendant la seconde guerre mondiale. Lorsque les combattants ont quitté notre pays, ils ont laissé derrière eux de vastes zones truffées de mines et d'engins explosifs sans les retirer, sans aider à les désamorcer et sans fournir de cartes indiquant leur emplacement. Ceci a entravé nos programmes d'agriculture et de développement, les a rendus plus coûteux et a en outre causé la perte de milliers d'hommes et d'animaux.

Le rapport, paru sous la cote A/49/357/Add.1, en date du 20 septembre 1994, décrit en détail les grands dommages



et les nombreuses pertes subis par mon pays dans divers secteurs. Nous demandons instamment aux États qui ont posé ces mines et ces pièges explosifs de coopérer avec nous en nous fournissant les cartes qui montrent leurs emplacements et en nous aidant à nous en débarrasser, appliquant ainsi les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations régionales. Ils devraient également nous dédommager convenablement des pertes humaines, économiques, matérielles et écologiques qu'ils ont causées.

Mon pays soutient tous les efforts internationaux visant à réduire les budgets militaires de tous les États, grands et petits, et à détruire tous les arsenaux d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Les ressources ainsi économisées devraient être utilisées pour aider le tiers monde qui a grand besoin de cette assistance afin d'élever son niveau de vie et de développer ses économies et ses sociétés.

Dans ce domaine, mon pays a pris des mesures tangibles et concrètes. Il a aboli son armée dite classique et démobilisé des milliers de militaires, les employant plutôt dans des centres de production pour qu'ils puissent contribuer au développement et au renforcement de notre économie nationale. Cela a entraîné une grande réduction dans nos dépenses militaires, qui sont maintenant limitées au minimum requis pour notre légitime défense. Cette mesure sans égale est un exemple magnifique qui devrait être imité par tous les États désireux de créer un monde de paix, de sécurité et de stabilité. Alors nous n'aurions plus à parler de réduction des budgets militaires ni de transparence ni d'autres points liés au désarmement. En agissant de la sorte, nous prendrions des mesures efficaces pour éliminer toute manifestation de peur, de menace et de terreur résultant de l'existence de tous ces types d'armes destructrices et nous ouvririons la voie à un monde plus pacifique et plus sûr.

Mon pays éprouve un grand intérêt à renforcer la sécurité, la stabilité et la coopération dans la région de la Méditerranée. Nous nous félicitons de tous les efforts visant à en faire une zone de sécurité et de coopération. Cependant, ces grands espoirs sont tenus en échec par la présence persistante de flottes et de bases étrangères qui constituent une menace à la paix et à la souveraineté de ses États côtiers. La validité d'une telle prémisse est démontrée par les provocations continues à l'égard de mon pays, qui émanent de la VIe flotte américaine stationnée dans la zone. Ces provocations ont atteint un point culminant lors de l'agression américaine directe, menée avec l'aide de la Grande-Bretagne, contre des villes libyennes en 1986, au

cours de laquelle de nombreux civils innocents ont trouvé la mort.

La présence persistante de ces flottes et de ces bases continue de présenter une grave menace pour la paix et la sécurité des États de la Méditerranée. Nous demandons le retrait de ces flottes et la fermeture de ces bases militaires pour que les États de la région puissent vivre dans la paix et la sécurité et mener une coopération économique, culturelle et écologique dans l'intérêt de la région et de tous les pays épris de paix dans le monde.

Mon pays accueille avec satisfaction les États qui ont récemment adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et demande aux pays qui n'ont pas encore adhéré au Traité de le faire aussi rapidement que possible. Mon pays est également favorable à la conclusion d'un traité faisant de l'Afrique une zone exempte d'armes nucléaires, étant donné que ceci consoliderait la paix et la sécurité internationales.

Nous souscrivons pleinement à l'appel lancé par la communauté internationale en vue d'une interdiction des essais nucléaires. Si une telle interdiction prend effet, nous aurons définitivement fait un pas important pour débarrasser le monde du cauchemar de la guerre nucléaire.

Nous nous félicitons du début des négociations, à la Conférence du désarmement, en vue de formuler les règles et contrôles applicables à un traité d'interdiction des essais nucléaires. Dans le même temps, tous les pays du monde devraient avoir l'opportunité de participer effectivement aux négociations de la Conférence du désarmement parce que cela aurait un effet positif et permettrait d'établir l'égalité complète entre tous les États du monde, grands et petits, sans aucune discrimination.

Nous appuyons sans réserve la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, mais nous voudrions attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que ce rêve, si noble semble-t-il, ne sera pas réalisable tant que le monde n'aura pas bravement tenu tête aux Israéliens, qui détiennent un vaste arsenal d'armes nucléaires de plus de 200 ogives. Même l'adhésion des Israéliens au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ne suffira pas à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive. Comme nous l'avons déjà dit, les Israéliens possèdent un vaste arsenal d'armes nucléaires qui menace la paix et la sécurité de tous les pays de la région et malheureusement, ils reçoivent un appui et un encouragement sans limite de la part des principales puissances occidentales, en particulier des

États-Unis d'Amérique, qui pratiquent la politique du double critère. Cela nous amène à mettre en doute la détermination de la communauté internationale à résoudre cette question, surtout quand certains pays, les États-Unis d'Amérique en tête, ont poussé les hauts cris lorsque mon pays a voulu construire une petite usine pharmaceutique pour fabriquer des médicaments, alors que ces mêmes puissances ferment les yeux sur les moyens de destruction massive que possèdent les Israéliens. Quelle sorte de justice est cette justice-là?

En ce qui concerne le prétendu processus de paix en cours au Moyen-Orient, mon pays tient à avertir les Juifs, avant les Arabes, que cette paix ne peut durer car elle n'est ni juste ni définitive. Ceux qui les encouragent à rechercher une telle paix veulent se débarrasser des Juifs avant les Arabes. En ce qui nous concerne, nous voulons que les Juifs vivent en paix, et nous tenons à dire que la paix entre eux et les Palestiniens ne peut être juste et durable sans être fondée sur la création d'un État démocratique où Juifs et Arabes vivront ensemble sur un pied d'égalité, suivant l'exemple de la solution juste, démocratique et non raciale réalisée en Afrique du Sud. Cette paix ne sera possible que si l'arsenal nucléaire israélien, qui menace tous les pays de la région, est détruit. Toute paix conclue sans élimination de cet arsenal ne peut qu'être fragile et vouée à l'échec. Une telle paix équivaldrait à un fait accompli, et l'histoire foisonne d'exemples d'échecs de tels faits accomplis.

La Jamahiriya arabe libyenne tient à insister sur ce point à l'intention de tous les Juifs, de tous les Arabes et de tous les peuples raisonnables du monde, pour les avertir, avant qu'il ne soit trop tard, que tout ce qui est édifié sur le mensonge ne sera jamais solide.

### **Programme de travail**

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : Conformément à son programme de travail et à son calendrier, la Première Commission abordera la deuxième phase de ses travaux — l'examen structuré de certains sujets sur l'approche thématique adoptée au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale, le mardi 25 octobre.

Le membres se souviendront qu'à notre séance d'organisation, tenue le jeudi 13 octobre, j'ai dit que grâce à l'aide et à la coopération des autres membres du bureau et du Secrétariat, je communiquerais, suffisamment à l'avance, aux membres de la Commission, les informations nécessaires sur chaque thème ainsi que le temps alloué à l'examen de chacun des thèmes.

Je voudrais maintenant informer la Commission que les membres du bureau et moi-même avons examiné de très près ces questions à la séance que nous avons tenue le jeudi 20 octobre. Je suis maintenant en mesure de présenter à la Commission, pour examen et approbation, un programme structuré comprenant tous les sujets les plus importants énumérés au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 48/87, en date du 16 décembre 1993.

Le programme de la deuxième phase des travaux de la Commission a déjà été distribué aux représentants.

J'ai l'intention de procéder de la manière suivante : ces 10 points seront examinés, comme mentionné dans le calendrier dont la Commission est saisie, les uns après les autres, en commençant par le premier, «Armes nucléaires», dont la Commission se saisira dans l'après-midi du mardi 25 octobre, pour ensuite passer aux autres points dans l'ordre où ils sont énumérés. J'aimerais également préciser à cet égard que, dans toute la mesure du possible, nous ferons preuve de la souplesse nécessaire eu égard à l'examen de ces questions au cours de nos discussions officielles. Afin d'utiliser pleinement et constructivement le temps, les services de conférence et les ressources qui nous sont alloués pendant la deuxième phase de nos travaux, je suggère qu'une fois terminé l'examen d'un point donné, la Commission passe immédiatement, si elle dispose du temps nécessaire, à l'examen et à la discussion du point suivant, comme indiqué dans le calendrier dont la Commission est saisie.

Je voudrais également indiquer qu'il n'y aura pas de liste officielle d'orateurs, précisément parce qu'il s'agit d'une discussion informelle sur des questions spécifiques. Les délégations qui souhaitent participer à ces discussions informelles devront indiquer de leurs sièges qu'elles souhaitent faire une déclaration. Si elles le préfèrent, elles peuvent faire part de leur intention de prendre la parole au Secrétaire au moment opportun.

Je voudrais également informer la Commission qu'à la suite des consultations tenues entre les membres du bureau, il a été demandé au Secrétariat de procéder aux arrangements nécessaires pour que les organisations non gouvernementales intéressées puissent placer leur documentation sur les tables disposées à l'extérieur de la salle de conférence afin que les délégations puissent les prendre si elles le souhaitent.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent faire des observations sur le programme de travail.

**M. Moradi** (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Nous n'avons pas d'objection à formuler quant au document officiel que vient de présenter le Président. Nous voulons simplement dire combien nous apprécions les efforts que lui-même et le Secrétariat ont faits pour que ce document puisse nous être distribué.

Je voudrais simplement avoir quelques précisions sur la façon dont la Commission entend procéder lors de l'examen de chaque question; notamment, je voudrais savoir si vous, Monsieur le Président, avez l'intention de faire une évaluation globale sur la base des vues exprimées par les États Membres, et si ces vues figureront dans les procès-verbaux de la Commission. J'aimerais avoir quelques éclaircissements sur la manière dont la Commission procédera à cet égard.

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : En réponse au point qui vient d'être soulevé, je voudrais dire que la Commission est maîtresse de ses procédures et de ses décisions. Les différents sujets énumérés dans la résolution 48/78 seront examinés officiellement et, dans chaque cas, la Commission sera en mesure de prendre une décision sur chaque point soulevé par une délégation. Naturellement, la Commission pourra, à tout moment, établir les directives qu'elle entend suivre, soit par le biais de projets de résolution ou par toute autre mesure qu'elle estime nécessaire de prendre.

S'il n'y a pas d'autres observations, je considérerai que la Commission accepte ce qui a été proposé.

J'espère que chacun aura bien compris que nous parlons de consultations officieuses, qui ne feront donc pas l'objet de procès-verbaux. Ces consultations officieuses permettront aux délégations de voir s'il y a accord ou non sur chacun des points présentés pour examen à la Commission.

Je considère que la Commission accepte le programme proposé pour la deuxième phase de nos travaux.

*La séance est levée à 19 h 5.*